

TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste



MENSUEL — N° 16 — Janvier 1984 — 9,00 F

ISSN 0754-281 X

Restructurations dans les mines, la sidérurgie, la navale, la chimie, l'automobile



**NON AUX LICENCIEMENTS !
DU TRAVAIL POUR TOUS !**

VOYAGE EN CATALOGNE
réalisé par
Camille Granot



Les lecteurs nous écrivent

● UNE VICTOIRE QUI PEUT REDONNER UN PEU D'ESPOIR

Voilà toute l'histoire : depuis 1969, chaque année recevant les impôts locaux (taxe d'habitation), une famille de huit enfants a demandé et obtenu le dégrèvement total. Certes, il faut avouer que ce ne fut pas toujours facile. Des moyens furent employés pour essayer de me faire payer une partie seulement. C'est ainsi que la préfecture de la Somme à Amiens m'offrit un secours de 150 francs. Nous avons refusé, nous ne voulions pas d'aumône, mais la justice. Ils n'avaient jamais vu cela, refuser une aide. Ce sont leurs propres termes. Nos menaces de descendre dans la rue avec tous nos enfants et le soutien de René Lamps, député-maire d'Amiens, furent décisifs : dégrèvement total.

A Lomme dans le Nord, depuis 1972, notre situation ne s'étant jamais améliorée, ce fut des rejets, des menaces de saisies, des commandements. Cependant, chaque année, revenant sur leurs décisions les services des impôts nous envoyaient le dégrèvement total. En 1975, notre situation s'aggrava suite à un accident du travail. Nous avions toujours huit enfants à charge et les avis favorables du maire de Lomme nous firent obtenir le dégrèvement total.

Les choses commencent à changer en 1981. Est-ce le changement prévu par le gouvernement de gauche ou le fait qu'au service des impôts, les directeurs, les inspecteurs veulent faire le changement à leur manière? En longue maladie, 100% Sécurité sociale depuis 1980, nous n'arrivons pas à obtenir le dégrèvement pour cette année. Ce fut le tribunal administratif qui fut chargé de juger et retint en considération l'article 1414 du code des impôts avancé par un directeur de services départementaux. L'article 1414 dit qu'il faut, pour être exonéré de l'impôt, « ne pouvoir par son travail subvenir aux besoins de sa famille ». Et c'est justement le cas, car c'est une maladie à durée illimitée. Nous ne percevons que des indemnités Sécurité sociale avec encore quatre enfants à charge. Il y a contradiction, car pour-quoi, aujourd'hui, refuser ce qui a été accordé pendant plus de dix ans?

Une lettre à la présidence de la République nous laisse penser que les choses vont s'arranger : on va revoir le dossier et en ré-

ponse on nous sort le plus gros des mensonges. Le directeur des services fiscaux nous reproche de refuser de fournir les justifications de nos ressources. Cela est faux. Est-ce trop de travail de consulter nos déclarations d'impôts sur le revenu? Pour 1981, on nous refuse également le dégrèvement. Et puis, allez donc savoir pourquoi, on nous envoie le dégrèvement total!

Nous recevons un commandement pour les années 80-82 alors que nous avons été reconnus comme « travailleur handicapé », catégorie B par la COTOREP, à charge de l'ANPE de nous trouver du travail. Mais aucun patron ne veut d'un handicapé; mes recherches personnelles me confirment ce fait.

Nous sommes en fin de droit et nous percevons 36 francs par jour avec deux enfants de 13 et 15 ans reconnus à charge, plus un jeune de 19 ans au service militaire et un de 18 ans au chômage sans indemnités.

La municipalité de Lomme connaît nos faibles ressources et accorde le B.A.S. pour l'enfant de 13 ans; nous recevons 54,00 F de bons d'achat par mois.

Nous recevons également de la COTOREP la notification de la décision de nous classer aux adultes handicapés, moins 80%. Mon épouse se rend à la mairie de Lomme où elle explique la situation et on lui fait promesse de s'occuper de notre cas. La réponse arrive le 2 décembre 1983. Huart Jean-Jacques, huissier du Trésor, nous informe que si nous n'avons pas payé les impôts locaux de 80-82 avant le 12 décembre 83 à 16 heures : saisie le 13 décembre accompagnée du commissaire de police et d'un serrurier; les frais entraînés par cette opération seront à notre charge.

Que d'idées peuvent germer dans notre tête! Ils vont saisir une famille ouvrière en difficultés, alors que depuis deux ans passés on nous rabêche « la justice sociale, fiscale, la solidarité ». Ils vont saisir un ancien combattant; alors que les patrons ont 30 milliards de dettes à la Sécurité sociale et on ne les saisit pas. Ils vont saisir un travailleur handicapé qui a la station debout pénible. Vont-ils prendre ma vieille voiture?

Avec un témoin, nous allons à la perception de Lomme crier notre désarroi. Des notes sont prises. Nous allons expliquer notre cas au secrétariat de la mairie derrière une souris qui frise la

SOMMAIRE

Ça s'est passé	4
Restructurations industrielles : au service de qui?	5-6
Assurance-chômage	6-7
Talbot	8-9
Massey-Ferguson :	
la restructuration et la lutte des travailleurs ..	10-11
Pays-Basque : reprise de la guerre sale	12
1983, au pas de course	13
Paris XIX-XX ^e : logement	14
Viticulture : maintenir la pression	15
Voyage en Catalogne	16-17-18
Le monde en bref	19
Afghanistan : 4 ans après l'invasion soviétique ..	20-21
FAO : l'arme alimentaire	21
Cambodge : 5 ans d'occupation et de résistance ..	22
Défense civile : après les directives de Mauroy ..	23
Spectacles - Cinéma - Chanson	24

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Gilles Carpentier, Jean-Michel Delion, Estelle Delmas, Jacques Esterzon, Claude Dhalluin, Camille Granot, C.H., Dominique Lardeux, Jean Lissar, M.L., Marc Perrin, Daniel Pioch, Roland Mérieux, Philippe Rijsel, Jean-Pierre Santiago, Alain Sentier et correspondance cellule Pierre Semard (Nord).

Travailleurs : BP 90 - 75962 Paris Cedex 20.
Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

provocation. Des notes sont prises.

Et puis, nous rencontrons des camarades du PCML, de la CGT, du PCF, des amis du quartier. La réponse est spontanée. Ils ne permettront pas que la saisie soit faite sur une famille ouvrière en difficultés.

Des jeunes me raisonnent. Ils n'acceptent pas ma violence. Le combat de la classe ouvrière, c'est dans la dignité. Comme les Massey-Ferguson en lutte pour leur emploi. Et toute une action dans l'union se met sur pied. De

persécutés, nous devenons reconfortés. Et nous allons à la perception de Lomme exiger une main-levée, qui arrivera deux jours plus tard.

Oui, c'est une victoire de la classe ouvrière. Et je dis qu'il faut que chaque famille qui se sent en danger de par le chômage, de par des menaces de saisie, de par des menaces d'expulsion, sache qu'elle n'est pas seule, que c'est tous ensemble que nous devons lutter. (...)

G.D. (Lomme)

« Du travail pour tous », « Non aux licenciements » sont-ils des revendications dépassées, inadaptées, généreuses mais utopiques à l'orée de cette année 84 où commence à déferler une nouvelle vague de suppressions d'emplois qui va gonfler davantage le contingent des sans-travail? Beaucoup le croient et pensent inévitable la progression du chômage, véritable terreau dans lequel s'enracinent les maux sociaux d'aujourd'hui, la concurrence et le désespoir, la petite délinquance, le racisme et la xénophobie. Le droit au travail, inscrit dans toutes les constitutions, deviendrait un rêve inaccessible mis à mal par les dures réalités ... et deux évidences : l'une, l'« évidence économique » ; l'autre, c'est que les batailles pour l'emploi seraient des batailles perdues d'avance.

Ces fameuses « nécessités économiques », on les nomme vétusté de l'appareil productif et de distribution, mauvaise gestion, recherche de créneaux, inadaptation du produit au marché, etc. Conclusion : on ferme et on licencie, on « restructure ». Derrière ces « évidences » économiques se profilent toujours, si l'on regarde d'un peu près, les « gros » qui avalent les « petits », les capitaux qu'on déplace ou qu'on exporte là où ils sueront plus de profits, le renforcement de la mainmise du capital financier, une spécialisation liée à la division impérialiste du travail. Derrière les mutations technologiques et industrielles, s'opère une mutation plus fondamentale, l'accélération de la concentration du capital à l'échelle planétaire entre les mains de quelques super-monopoles, qui, ce faisant, recompose l'ensemble du tissu économique et social. Dans les métropoles impérialistes et dans le Tiers Monde. A l'échelle du monde entier comme en France même. On nous chante l'air de la modernité face à la crise, tandis que se joue une guerre économique à mort entre géants capitalistes, porteuse de misère et d'oppression, de chômage et de famines et d'une troisième conflagration mondiale. Il ne suffit pas de saisir la réalité et l'ampleur des phénomènes, encore faut-il en comprendre la finalité, les objectifs et les moyens. Faute de quoi nous les subissons.

Le capital semble maître du jeu. Pour le patronat, quelque peu rassuré après l'onde de choc de mai 81, les choses sont claires : il faut frapper fort et vite, en toute impunité. Dassault explique à la télé le droit naturel et inaliénable des patrons de « débaucher » parce qu'ils sont les patrons. Cela ne se discute pas! Discours patronaux de temps bénis où les valeurs grimpent dans une Bourse au zénith et où fait rage la spéculation. Depuis l'été, le patronat ragaillard est reparti à l'assaut, pour une restructuration violente, accélérée et sans vergogne.

La bataille est-elle perdue par avance, comme le fut en grande partie celle de la sidérurgie en 1979? De quels points d'appui, de quelles réserves les travailleurs disposent-ils pour faire face, à l'heure où bien des espérances conçues après mai 81 se sont évanouies? Pierre Mauroy avait fait de la diminution du chômage la priorité des priorités... Il a été stabilisé tout au plus. Et depuis l'été, dans la continuité de la politique d'austérité, un choix industriel a été délibérément retenu, celui d'accompagner le mouvement du capital, même si pour en atténuer la casse sociale. Certes, il n'avait jamais été question de rompre avec la logique du système, mais on prétendait la mettre à mal peu à peu par la relance du marché intérieur et par les nationalisations, « vitrines sociales » d'une nouvelle politique industrielle. « Assises », « colloques », recherche de nouvelles « filières », valorisation de l'économie sociale, protectionnisme, foie de ces ambitions-là! Aujourd'hui, c'est décidé, on va restructurer « humainement » certes, mais comme aux Etats-Unis, au Japon et en Allemagne. Ce choix est sans ambiguïté aujourd'hui. Et ne reste comme point d'appui que la volonté d'« humanité » affirmée par le gouvernement. Encore faudra-t-il une sérieuse mobilisation des forces ouvrières pour faire pression et s'en saisir.

C'est bien là que le bât blesse. C'est bien là aussi où l'action est non seulement nécessaire, mais possible. Affronterons-nous l'attaque du capital en ordre dispersé? Débandade ou repli préparant la contre-offensive? Tel est l'enjeu. Encore faut-il en être d'accord et regarder les choses en face. On ne saurait partager l'autosatisfaction benoîte du Comité directeur du PS, le « faites-nous confiance, encore quelques mauvais moments à passer », alors que son discours et sa pratique, au gouvernement et dans le pays, épousent la logique capitaliste des restructurations en cours. On ne peut s'en tenir non plus aux aléas d'un « Produisons français » qui finit dans les faits par s'aligner sur les choix industriels gouvernementaux et conduit à placer les travailleurs et les militants en porte-à-faux au nom de la solidarité gouvernementale. Affirmer la stratégie de « travail pour tous », de refus du chômage et des licenciements, impliquant une autre politique économique de rupture avec la logique capitalo-impérialiste, est la seule base solide pour les affrontements à venir. Elle implique de construire un rapport de forces, le plus favorable possible aux forces ouvrières et populaires, c'est là une autre question de fond, et non des moindres, au cœur des urgences actuelles.

Camille GRANOT

EDITORIAL

Du travail pour tous! Non aux licenciements!



ÇA S'EST PASSE

AVIONS RENIFLEURS : UN COUP DE PIED DANS LA FOURMILIERE

Décidément, pour reprendre une phrase chère à feu Reiser, « nous vivons une époque formidable ». De rebondissements en rebondissements, d'attaques en répliques cinglantes, l'affaire dite des « avions renifleurs » n'en finit pas d'alimenter les discussions, de nous tenir en haleine... même si le suspense est quelque peu tempéré par le côté « ridicule » de certains des protagonistes...

Quand l'affaire éclata, soulevée dans les colonnes du *Canard Enchaîné* voici quelques semaines, on aurait pu croire que ce ne serait qu'un scandale de plus. La V^e République n'en est pas à un près... Un vague président de la Cour des comptes avait détruit trois exemplaires d'un rapport « secret », au mépris même du fonctionnement de cette vénérable et poussiéreuse institution. Ce n'était que la pointe de l'iceberg. Dans la foulée, on apprenait le rôle d'un célèbre diamantaire et de son premier lieutenant dans l'histoire. Car si aujourd'hui il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une affaire d'escroquerie — et à quelle échelle ! —, il est certain, aussi, qu'elle a été couverte, en connaissance de cause, par Barre et Giscard lui-même. De ce fait, elle devient une affaire d'Etat et un scandale politique.

Giscard ne vient-il pas, sur *TF1*, d'avouer que, dès 1979, après avoir assisté à une « expérience » près de Chalons, il avait donné un avis négatif et que, dès cette époque, l'escroquerie s'avèrait manifeste ? Y a-t-il eu pour autant une procédure judiciaire ouverte contre les escrocs ? Encore un aveu : « en raison du secret », maintenu « à la demande expresse d'Elf », on a fait silence sur l'affaire. Un silence qui frise la complicité. C'est qu'il y avait du monde, et du beau, mêlé à cette affaire : outre Alain de Villegas, maître escroquerie, et Aldo Bonassoli, génial « inventeur », on y retrouve Violet, avocat, ex-membre des services se-

crets français; Pinay, figure éminente de la V^e dont la caution était nécessaire pour la réussite des transactions; Crozier, journaliste « conservateur », ex-CIA; Destrémau, diplomate et ex-député giscardien. Et encore, Otto de Habsbourg, Strauss, Vorster. Des ramifications qui s'étendent bien au-delà de nos frontières, aux croisades des mondes du pouvoir politique, des affaires, des banques et des services secrets américains, français et anglais;

Certains se prennent pour Napoléon, Jésus-Christ ou tout simplement pour un « avion renifleur »; Giscard, lui, se prend pour la France.



Pauvre France ! Elle en est toute retournée !

mondes qui bien souvent n'en font qu'un. En quelque sorte, une « internationale » cloisonnée en de multiples alliances, cercles et centres dont le but se résume à la défense de « l'Occident chrétien ».

Si jusque-là, le RPR s'en tirait les mains blanches, *L'Humanité* révèle, après la montée au créneau de Chirac, qu'un actuel premier-adjoint à la mairie du XX^e arrondissement, membre de ce parti, aurait trempé dans l'affaire. Faut dire qu'il se nomme Paul Violet, digne fils du Violet qui amena Elf à traiter avec Villegas, et qu'il était dans la place, puisqu'en juin 78, il aurait été affecté à UNINDUS (une des sociétés mises en place aux fins d'exploiter « l'invention »). Une révélation qui vaut

à *L'Humanité* un procès en diffamation où l'on retrouve une figure montante du RPR, l'avocat Dovedjian, maire actuel d'Antony.

Le coup de pied dans la fourmière a déclenché une véritable panique. A droite, les réactions sont virulentes... mais bien peu convaincantes. Chirac, Barre, Ponia rivalisent en qualificatifs bien sentis. Giscard a « mal à la France », sa France. Ses tentatives de justification, reprises à grand renfort de titres ronflants par les médias, sont de bien pitoyables galipettes verbales. Il ne lui reste qu'à contester la légitimité de l'actuel président « à représenter le pays », ce qu'il fait d'ailleurs depuis 1981. Rien de nouveau sous le soleil capitaliste.

Mais au-delà des invectives et violences verbales, devenues coutumières du « débat politique », il reste des questions qui ne doivent pas passer aux oubliettes. Que sont devenus les 500 millions, dont on ne trouve guère de traces dans la comptabilité d'Elf ? A quoi ont-ils servi ? Sur ces questions, on ne peut que demander, à l'instar de la section CGT d'Elf-Aquitaine, « la création d'une commission d'enquête à Elf et qu'à tous les niveaux des sanctions soient prises vis-à-vis des responsables »... Reste aussi les questions que pose cette affaire sur le sempiternel secret d'Etat, les rapports entre l'Etat et les nationalisées, la propriété des archives de l'Etat, les méthodes de gouvernement, la transparence... Si il y a prescription en matière d'escroquerie au bout de trois ans, ces questions importantes, qui transparaissent sous ce scandale politico-financier (pour ne pas dire qui en sont la source), restent d'actualité et ne doivent en aucun cas être mises sous la table.

Claude DHALLUIN

UNE ENQUETE DE TRAVAILLEURS

Il n'est pas simple de mesurer l'ampleur de la nouvelle vague de restructurations en cours, ni d'appréhender tous leurs effets négatifs pour les travailleurs. Il y a les suppressions d'emplois et licenciements dans de grosses entreprises et dans des secteurs particuliers (mines, sidérurgie...), mais il y a aussi une multitude de fermetures de petites entreprises et des travailleurs jetés à la rue. Par milliers et dizaines de milliers. Réalités concrètes qu'ignorent souvent les grands médias nationaux. Aussi ne peut-on se contenter du regard des statistiques et des projections économiques. Une vue « d'en bas », sur le terrain, est nécessaire pour apprécier la situation dans son ensemble et pour engager le fer contre les licenciements. Voilà pourquoi *Travailleurs* a lancé auprès de ses correspondants une enquête sur les restructurations et leurs conséquences. Nos prochains numéros feront état des premiers éléments déjà reçus.



Talbot-la-haine. La CSL, jeudi 5 janvier, avait mobilisé toutes ses forces face aux grévistes. La haine raciste, la violence fasciste comme seuls arguments. De tels agissements sont intolérables. La dissolution de cette officine au service du patronat est une revendication légitime. « CSL, à la poubelle ! ».

RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

AU SERVICE DE QUI ?

Depuis quelques semaines, il n'est plus question que de mutation, de modernisation, de robotisation, de technologisation, de restructuration. Il s'agit là à la fois de justifier les suppressions d'emplois et les licenciements et d'annoncer des progrès à venir en matière de production, de compétitivité, de productivité, d'investissements, d'emploi. En présentant ses vœux, François Mitterrand a souligné lui aussi la nécessité des mutations : « Comme les autres nations industrialisées, nous devons adapter notre industrie aux techniques modernes. Réussir ou régesser, donc échouer, l'alternative est simple, elle commande le devoir. »

C'est Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, qui a présenté la politique gouvernementale le 2 janvier à *L'Heure de Vérité* sur *Antenne 2* : « Le général de Gaulle a fait la mutation et la modernisation des institutions. Notre tâche à nous est de faire la mutation économique et sociale, de mener à bien la mutation industrielle, en tenant compte au maximum de l'aspect humain, et en en faisant accepter les conséquences parfois difficiles sans cacher la vérité. » Il a expliqué que « de 1975 à 1980, à l'époque où les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne fédérale modifiaient en profondeur leur appareil industriel, rien n'était fait en France ». Il a encore expliqué qu'il fallait que cette mutation « nous la fassions entre 1980 et 1986. C'est la gauche qui doit la faire ».

Précisant qu'il n'était pas question de revenir sur l'accord donné par le gouvernement aux 1 905 licenciements de Talbot-Poissy, Laurent Fabius a ajouté : « Il y a deux méthodes. La mutation sauvage, c'est ce qui est fait dans d'autres pays qu'on voudrait nous donner en exemple. On dit pour que ça marche, pour qu'on soit compétitif, il faut qu'il y ait tant de dizaines de milliers de licenciements. On ne se préoccupe pas plus que cela du sort des gens, on les met à la porte. Ce n'est pas le choix que nous faisons. L'autre choix, que nous faisons, c'est d'essayer d'organiser cette mutation pour qu'elle ne pèse pas trop sur ceux qui travaillent. C'est très difficile, demande beaucoup de courage et d'imagination. L'électorat de gauche n'y était pas nécessairement toujours préparé, il pensait peut-être que les choses seraient plus faciles qu'elles ne le sont. »

En résumé, l'industrie française a pris du retard, il faut introduire rapidement les nouvelles technologies et procéder aux restructurations nécessaires, cela ne peut se faire sans suppressions d'emplois et licenciements, mais humainement. Qu'en est-il en réalité ?

LES RESPONSABLES

Il est vrai que ces dernières années l'industrie française a perdu des parts de marché tant à l'intérieur qu'à l'exportation par rapport aux Etats-Unis, au Japon, à l'Allemagne fédérale, que le commerce extérieur est très déficitaire avec ces pays. Est-ce faute d'introduction de technologies nouvelles, d'absences de restructurations ou de sureffectifs ? Il suffit de prendre en compte les restructurations successives de la sidérurgie et les dizaines de milliers de licenciements qui s'en sont suivis, la modernisation dans l'automobi-

le accompagnée d'une réduction de 280 000 en 1978 à 235 000 aujourd'hui des effectifs de la branche ou le quadruplement du nombre de chômeurs entre 1974 et aujourd'hui, pour répondre que ce n'est pas là qu'il faut chercher la cause essentielle. Celle-ci est à la fois dans les politiques menées, à l'initiative de Reagan, dans la plupart des autres pays occidentaux ces dernières années, que Laurent Fabius qualifie avec raison de « mutations sauvages » et de la politique mise en œuvre par le capital, industriel et bancaire, en France même : concentration des efforts sur les seuls créneaux les plus rentables, abandon des secteurs et entreprises les moins compétitives, redéploiement impérialiste des capitaux, spéculation, investissements hors de la production dans l'espoir de profits plus juteux et plus rapides.

QUEL MODELE ?

Prendre comme référence des mutations à réaliser, les Etats-Unis, le Japon ou l'Allemagne fédérale, c'est nécessairement aussi les prendre pour modèle. C'est ce qu'a fait le gouvernement à partir de juin 1982, et plus encore de mars 1983, en plaçant la logique de sa politique économique et sociale dans

PCML Flash
Hebdomadaire

Presse d'Aujourd'hui
B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20
Tél. 16 (1) 366 71 53

TRAVAILLEURS
Mensuel

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois : 80,00'
soutien : 100,00'

12 mois : 150,00'
soutien : 200,00'

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Presse d'Aujourd'hui - B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20

Ecrire dans les cases en MAJUSCULES ; ne rien inscrire hors des cases

Nom ou raison sociale _____
Rue ou lieu dit _____
Bureau non distributeur _____
Code postal _____
Bureau distributeur _____

Si vous êtes déjà abonné, renvoyez votre étiquette corrigée s'il y a lieu

le moule de la politique d'austérité pour les travailleurs de Reagan, Kohl et Thatcher, ce dont témoignent les amputations importantes du pouvoir d'achat des salaires, le relèvement des cotisations sociales et des impôts, les mesures prises quant à l'assurance chômage en novembre 1982, comme l'augmentation considérable des aides, subventions et exonérations de charges aux entreprises. C'est ce que le gouvernement est amené à faire aujourd'hui en matière de politique industrielle, en accélérant les mutations et restructurations.

La logique de la compétitivité, de la course à la rentabilité, du redéploiement impérialiste conduit aujourd'hui aux 1 905 licenciements chez Talbot, demain aux milliers de suppressions d'emplois dans les charbonnages, la sidérurgie, la construction navale, mais aussi dans des milliers de petites et moyennes entreprises, plus ou moins sous-traitantes des grands trusts dont on parle le plus.

L'exemple du charbon le montre bien. En décidant, dans le budget 1984, de reconduire sans l'augmenter la subvention aux Charbonnages de France, le gouvernement décidait automatiquement de réduire la production et le nombre d'emplois. Les besoins diminueraient-ils autant? Nullement, mais il est jugé préférable d'importer du charbon étranger, moins cher (les importations se sont élevées à 10 milliards de francs en 1982). Ce souci de rentabilité ne tient cependant compte ni du coût des devises (dollars) nécessaires aux importations, ni de celui engendré par l'augmentation du chômage que la réduction d'emplois va entraîner, ni des conséquences sociales sur les travailleurs.

Devant ces orientations adoptées aujourd'hui par le gouvernement en matière de politique industrielle, il est souvent question d'un «nouveau tournant» du gouvernement, après celui de l'austérité en juin 82-mars 83. Il est vrai que le discours gouvernemental sur les mutations et restructurations est nouveau, comme est nouveau l'accord passé entre le gouvernement et Peugeot à propos de Talbot. Mais cela est la conséquence même de l'orientation, de la stratégie mise en œuvre alors consistant à tout miser sur la compétitivité et la rentabilité, à prendre comme axe le redéploiement impérialiste du capital.

EMPLOI : LES PRÉVISIONS DE L'INSEE

Dans son étude de conjoncture de décembre 1983, l'INSEE a rendu publics les chiffres les plus récents de l'évolution de l'emploi. De la mi-82 à la mi-83, 185 000 emplois salariés industriels ont été supprimés, dont près de 60 000 pour le bâtiment et les travaux publics. Dans le même temps, les effectifs salariés du secteur tertiaire marchand augmentaient de moins de 60 000.

Les prévisions de l'INSEE pour le second semestre 1983 et le premier semestre 1984 sont encore plus sombres : — poursuite de la diminution, au rythme de 2% par an, du nombre de salariés agricoles; — arrêt de la légère progression des effectifs du secteur tertiaire marchand, du fait d'une diminution dans les commerces, dans les transports et télécommunications, malgré une légère croissance dans les banques et assurances; — stabilisation du nombre de salariés dans la Fonction publique et les collectivités locales; — nouvelle diminution de 200 000 emplois dans l'industrie, soit un rythme de 3% par an, plus élevé dans le bâtiment et les travaux publics, les industries de biens intermédiaires et celles de biens de consommation.

Au total, plus de 200 000 emplois salariés devraient disparaître d'ici l'été 1984, le nombre d'emplois salariés s'établissant alors à 17,5 millions et l'emploi total, y compris les non-salariés, à moins de 21 millions, pour une population active de 23,5 millions.

«DES RESTRUCTURATIONS HUMAINES»?

Laurent Fabius a promis cependant de procéder aux mutations technologiques et aux restructurations de manière plus «humaine», avec plus de concertation. Mais tel n'a pas été le cas ni pour Talbot, même si la lutte des travailleurs a permis ensuite d'obtenir quelques garanties (cf. pages suivantes), ni dans les charbonnages, où les syndicats de mineurs du Nord-Pas-de-Calais ont quitté le comité d'entreprise où ils étaient mis devant le fait accompli de 2 000 suppressions d'emplois, ni chez Usinor où, le même jour, le représentant du ministre des Finances refusait le budget 84 et exigeait des coupes

sombres dans la production comme dans les effectifs.

Le problème principal au demeurant n'est pas celui de la méthode, mais celui de l'orientation, du contenu des mutations, de la stratégie et de la logique qui les sous-tend, d'à qui elles profitent. A coup sûr, les travailleurs en font les frais dès aujourd'hui et continueront à en faire les frais demain. Par contre, le capital, qu'il soit privé, comme à Talbot, ou public, comme dans les charbonnages et la sidérurgie, y gagne des marchés, des profits, des possibilités d'exploitation renforcée des travailleurs. Les restructurations s'accompagnent, en effet, d'une destruction de la classe ouvrière, du

ASSURANCE CHOMAGE LE PLAN DU CNPF ENTÉRINÉ

En dénonçant, à l'automne dernier, la Convention de l'UNEDIC, le CNPF élaborait un plan de démantèlement de l'assurance chômage, substituant au régime unique existant un système d'assurance financé par

employeurs et salariés et un régime d'assistance à la charge du budget de l'Etat, réduisant le nombre de chômeurs indemnisés et baissant les prestations.

Après dix séances de négociations, un accord était conclu le 11 janvier entre le CNPF et FO, la CGC et la CFTC, alors que CGT et CFDT réservaient leur réponse en l'attente des rencontres prévues avec le gouvernement. Force est de constater que sur l'essentiel, le CNPF a obtenu satisfaction :

— le système éclate en deux : d'une part l'assurance chômage, gérée paritairement par les représentants des employeurs et des salariés, réservée aux seuls chômeurs ayant cotisé pendant une durée minimale; d'autre part, un régime d'assistance, à la charge de l'Etat, pour les préretraités, le bénéficiaires de contrats de solidarité ou de conventions sociales comme celle de la sidérurgie, les jeunes à la recherche

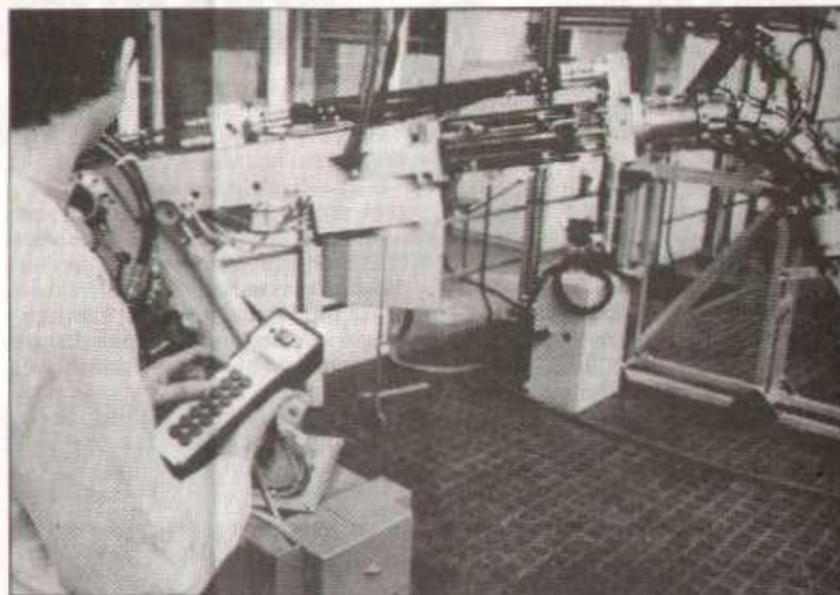
mouvement syndical et ouvrier qui pèsera lourd dans les capacités d'action ultérieure pour la résistance au patronat et au capital.

COMBATTRE LES LICENCIEMENTS

Aujourd'hui, pour les travailleurs, pour le mouvement ouvrier et syndical, la question n'est pas de se prononcer pour ou contre la modernisation technologique, ni seulement de souhaiter plus de concertation, de tables-rondes ou de réunions tripartites. La question de la défense de l'emploi est bien l'enjeu principal de l'année 1984.

Défendre les intérêts des travailleurs, défendre l'emploi, implique de rejeter la logique capitaliste et impérialiste qui guide l'ensemble des restructurations et mutations aujourd'hui planifiées par le capital, pour mettre en avant une autre logique, celle de la satisfaction des besoins des travailleurs et du peuple, celle de nouveaux rapports avec le Tiers Monde rompant avec l'impérialisme.

C'est aussi construire le rapport de forces le plus favorable aux travailleurs pour résister à l'offensive du capital. Cela implique d'abord de refuser les licenciements et suppressions d'emplois et d'engager l'action sur ces mots d'ordre et objectifs. Certes, aujourd'hui, compte tenu de l'offensive du capital et de la situation de désarroi, de défensive des travailleurs, toutes les luttes contre les licenciements ne sont pas



Mise au point d'un robot chez Renault

victorieuses. Mais, tous les exemples le montrent, le refus des licenciements est le moyen le plus efficace d'exercer le meilleur rapport de forces possible et de résister au mieux aux plans du patronat.

Cela implique aussi de rassembler la plus large union de tous. De ceux des entreprises concernées, mais aussi au niveau de la branche, de la commune, de la région, en développant la solidarité entre grandes et petites entreprises sous-traitantes, entre entreprise en res-

tructuration et entreprise «performante» d'un même trust, entre actifs et chômeurs comme entre Français et immigrés. Combattre les divisions de tous genres, en particulier le venin raciste, que distille le patronat pour mieux faire passer ses projets, est un aspect essentiel de la nécessaire lutte des travailleurs. Comme est d'absolue nécessité l'unité des organisations syndicales et leur respect des aspirations des travailleurs.

Pierre BAUBY

d'un premier emploi, les femmes désirent reprendre un travail, soit plusieurs centaines de milliers de chômeurs;

— les cotisations augmentent de 0,2%, mais cette augmentation est payée par les seuls salariés et s'ajoute aux 1,72% du salaire actuellement versé, ce qui entraîne une nouvelle diminution du pouvoir d'achat;

— les durées d'indemnisation sont réduites dans la quasi-totalité des cas : les durées initiales, pendant lesquelles le versement de l'indemnité est garanti, sont réduites. Les prolongations seront soumises à l'appréciation trimestrielle des commissions paritaires de l'emploi et entraîneront aussi une baisse du niveau d'indemnisation. Ce sont les chômeurs de 50 à 55 ans qui seront les plus pénalisés : la durée initiale passe de 30 à 18 mois et la durée maximale (comportant la période où est versée l'allocation de fin de droits) diminue de 60 à 45 mois;

— les prestations diminuent également : l'indemnité spéciale versée aux licenciés économiques, déjà réduite en novembre 1982, est supprimée; l'allocation minimale de base, qui est aujourd'hui à 100,10 francs par jour, reviendra à 95,00 francs; le maximum d'indemnisation, jusqu'à présent fixé à 80% du salaire antérieur, est ramené à 75%; les indemnités versées aux chômeurs ayant occupé des emplois précaires ou travaillé sur la base de contrats à durée déterminée, qui ne peuvent justifier de plus de trois mois de cotisation, sont réduites; seuls les revenus les plus élevés auront droit à une indemnité supérieure, leur cotisation étant davantage augmentée.

Cet accord aggrave encore les mesures prises par le gouvernement en novembre 1982 et qui avaient entraîné la suppression de l'indemnisation pour 287 000 chômeurs. Ainsi un salarié gagnant 5 000 francs par mois, mis en

chômage à 50 ans, enregistrera une diminution des indemnités de 45 000 en l'espace de cinq ans. Une telle régression sociale montre l'ampleur de l'offensive du patronat contre les travailleurs et leur protection sociale, au moment où le chômage augmente à nouveau et où les suppressions d'emplois se multiplient. L'accord passé le 11 janvier entre le CNPF et FO, la CGC et la CFTC entérine les plans du CNPF. Il est donc inacceptable et, quels que soient les résultats des négociations qui vont s'ouvrir avec le gouvernement, CGT et CFDT ne doivent pas le signer. Mais il s'explique aussi par l'absence de toute initiative d'action, en dehors de la manifestation du 30 novembre organisée par la CGT, permettant aux travailleurs, actifs comme chômeurs, de montrer leur détermination à défendre leurs droits et à mettre en échec le plan du CNPF.

P.B.

TALBOT POISSY

QUELQUES ELEMENTS AU DOSSIER

«Modernisation industrielle», «mutations technologiques», tels seraient les maîtres mots pour comprendre la nécessité des licenciements à Talbot. Et pourtant...

Quand Jacques Calvet, le 21 juillet 1983, a annoncé 4 140 suppressions d'emplois chez Talbot, dont 2 861 licenciements, le fil directeur de sa conférence de presse a été : «Gagner de l'argent». Peugeot ne licenciait pas, a-t-il expliqué alors, en raison de nouvelles difficultés, enregistrant au contraire «un redressement de sa position commerciale au premier semestre». Résultats confirmés sur l'année, puisque PSA a augmenté ses ventes sur le marché français en 83 de 4,6% par rapport à 82, et sa production de 4,1%. L'enjeu était de «retrouver une situation financière solide» dans le cadre d'une concurrence internationale de plus en plus dure pour un marché mondial progressant peu, la première étape ayant été la suppression de 9 000 emplois en Angleterre et en Espagne. Et à la Bourse de Paris l'action Peugeot a atteint, fin 83, 207 Frs contre 116 Frs fin 82!

Que veut faire PSA de Poissy? Essentiellement en faire une usine de montage de voitures Peugeot, et en particulier de la 205, le fer de lance de PSA en Europe. De 1 200 véhicules par jour, en 83, Poissy devrait en sortir, en 1984, environ 700, dont 500 Peugeot. Sur le milliard deux cents millions d'investissements prévus, le peu que PSA laisse savoir indique qu'une partie seulement ira dans la modernisation des deux chaînes de production, le reste — le principal? — allant dans la construction d'une piste d'essai, la rénovation... des bâtiments. On est bien loin d'une «révolution robotique» dévouée d'emplois!

Par contre, on est au cœur du redéploiement dans la course à la domination du marché mondial. Pour être dans le peloton de tête — certains spécialistes estiment qu'en 1990 survivront tout au plus deux groupes automobiles de dimension internationale par grande zone géographique d'origine : USA, Europe, Japon — il faut être capable de créer des modèles adaptés à tous les marchés, produits en séries très lon-

gues pour amortir les investissements énormes, dans des usines à la fois spécialisées — un établissement produit des moteurs, un autre les boîtes de vitesse, un autre effectue le montage — et très «flexibles» : les usines de montage, par exemple, doivent pouvoir sortir en fonction des besoins, ou des grèves, comme l'explique le Pdg de Renault (interview à Libération — 19/7/83), plusieurs types de véhicules.

Le président de PSA vient d'indiquer (Les Echos — 16/12/83) qu'il avait pour objectif de réduire à trois le nombre des moteurs (15 actuellement), à trois les types de boîtes de vitesse (11 aujourd'hui) et à quatre les types de plate-forme. La première raison des licenciements est là.

Et les mutations technologiques? Elles sont en cours pourtant. Mais leurs effets sur l'emploi ne sont pas si simples. B. Hanon, Pdg de Renault, déclarait en juillet à Libération : «La robotique n'a pas fait baisser énormément les effectifs en tôlerie... Le gros des effectifs... est sur les lignes de montage... que l'on sait automatiser partiellement mais pas complètement.» Et une étude de l'OCDE estime que d'ici à 1990, la robotisation dans l'automobile ne devrait se traduire en France que par la suppression de 0,5% des effectifs actuels, de nouveaux métiers apparaissant. Dans tous les cas, l'automatisation ne pourra se développer qu'assez lentement : il y a des limites techniques (difficultés à remplacer le travail humain complexe par un robot) et financières importantes. Des gains de productivité importants sont d'ores et déjà réalisés par bien d'autres moyens : cadences, bien sûr, mais aussi conceptions de fabrication permettant des gains de temps (de 30 heures par véhicule à 18 heures en quelques années).

LE CONTEXTE DE L'AFFAIRE

Le processus de restructuration n'en est pas à ses premiers pas dans l'automobile. Les fusions-concentrations ont conduit en France, par étapes successives aux deux groupes actuels — Renault et PSA, ce dernier

absorbant ce qui est aujourd'hui Talbot (après avoir été Simca, puis Simca-Chrysler) en septembre 1980.

Concentration, modernisation, permanente elle aussi, guidées par la loi du profit et la course à la réduction des coûts, à la compétitivité qu'elle engendre, ont (là aussi) inéluctablement abouti à un appareil de production démesuré : la capacité de production dépassant les possibilités d'absorption du marché (non faute de besoins : globalement, ils sont immenses, mais faute de marchés). Et cette crise, en retour, rendant la concurrence d'autant plus vive, accélère la course tout en imposant des réductions de capacités de production et le redéploiement de celles-ci (installation de nouvelles usines en fonction du coût de la main-d'œuvre, de la localisation des marchés...).

Cette logique capitaliste, cette véritable «production pour la production» avec son lot de crises, c'est aussi d'en faire payer le prix aux travailleurs, qui se trouvent massivement jetés au chômage et qui voient leur pouvoir d'achat, leurs conditions de vie en général, gravement atteints.

Au moment de l'absorption de Talbot par PSA, ce groupe dans son ensemble avait «dégraissé» en deux ans de près de 20 000 emplois. Au lendemain même de l'absorption, Lombard (Pdg de PSA) ne craignait pas de déclarer : «Nous avons 45 usines, il y en a la moitié de trop.» Bien sûr, les dégraissages se font d'abord par non remplacement des départs, puis départs anticipés ou «volontaires». Mais arrivent aussi les licenciements. A Talbot-Poissy, le premier cadeau du groupe, annoncé à la veille de Noël 1980, fut un millier de licenciements, en plus de quelque 700 préretraites. L'usine comptait 23 000 salariés à l'été 1980, 6 000 de moins fin 1983.

Mai 1981 a-t-il changé quelque chose? Rien dans cette logique, à Renault comme à PSA. Les travailleurs de l'automobile ont pu toutefois trouver dans ce changement un encouragement à se battre, pour ne pas faire les frais de cette restructuration, pour se lancer à la conquête de leur dignité, des droits et forces organisées que cela représente.

Il ne fait aucun doute que, tant à Renault qu'à PSA, ces luttes ont infléchi ou retardé au profit des travailleurs les plans de restructuration. A Talbot, la direction remballait en septembre 82 son plan de licenciement (ce n'était que partie remise) et les travailleurs affrontaient le chômage technique, allant même jusqu'à faire tourner seuls l'usine.

L'attitude du gouvernement n'avait pas été défavorable dans l'ensemble (comparée à celle du gouvernement antérieur), encore qu'on ne saurait oublier les graves déclarations du pre-

opté pour une solution consistant à faciliter le compromis entre les parties en présence, par la nomination d'experts lui soumettant des conclusions, après étude et discussions bilatérales.

Il est clair qu'il a fait maintenant un autre choix, s'agissant qui plus est d'emploi, problème lourd de conséquences pour les travailleurs. Il a signé directement un accord avec la direction de PSA, entérinant des licenciements, par-dessus la tête des travailleurs concernés, pesant de ce fait d'un côté bien précis de la balance, et se montrant d'ailleurs prêt à apporter sa contribution pour

particulièrement. Et cela au moment même où le patronat repart à l'offensive, où la classe ouvrière a besoin de toutes ses forces pour résister, pour riposter, à besoin de l'unité. Les confédérations CGT et CFDT prennent ainsi une très lourde responsabilité. Car c'est un vrai débat qui est nécessaire. Falsifier les positions ou lancer des injures ne résoud pas les questions posées aux travailleurs de l'automobile par les licenciements chez Talbot, et à travers eux à tous les travailleurs de France confrontés aux menaces sur leur emploi. Comment obtenir un rapport de forces suffisant pour empêcher des licenciements? Doit-on accepter «l'exemplarité» d'accords patronat-gouvernement entérinant des milliers de licenciements par-dessus la tête des travailleurs et de leurs organisations syndicales?

Doit-on, comme la CFDT, accepter les suppressions d'emplois au nom de la restructuration? Doit-on considérer, comme la CGT, que l'objectif essentiel de la lutte est d'assurer l'avenir de l'entreprise, avant le maintien de TOUS les emplois? L'issue est-elle pour les travailleurs dans la «reconquête du marché intérieur» dans le cadre maintenu de la concurrence capitaliste mondiale? Ou dans le «partage du travail» dans une économie dont on accepte la stagnation? Quand A. Sainjon déclare (France-Inter — 13 heures — 15/12/83) : «Nous n'avons jamais dit que l'insertion des nouvelles techniques devait maintenir une capacité d'emplois identique que par le passé. Mais en aucun cas les évolutions technologiques ne doivent conduire à des licenciements», cela donne-t-il le droit à la CGT d'accuser la CFDT de «faire le jeu de Talbot» parce que G. Granger déclare que «des suppressions d'emplois sont nécessaires. Pas des licenciements»? Et ce au moment même où la confédération CGT accepte l'accord PSA-gouvernement comprenant 1 905 licenciements.

E. Maire accusant la CGT d'être à la botte du gouvernement, contribue-t-il à resituer le débat indispensable dans le cadre de la recherche d'une issue positive pour les travailleurs?

Les divergences sont réelles, elles proviennent certes de différences de stratégies dont il faut débattre — et ce en rapport avec la pratique —, elles ont aussi leur source dans la difficulté de la situation du mouvement ouvrier face au patronat. Transformer un débat indispensable — et passionné nécessairement — en polémiques partisans, c'est tout simplement, en ce moment, irresponsable et inadmissible.

G. CARPENTIER et M. PERRIN



J.P. Noual, responsable CFDT, au B.3.

mier ministre sur les «immigrés manipulés» au moment où la lutte des O.S. (à Flins particulièrement) remettait en cause la politique dite de «rigueur».

UN MAUVAIS ACCORD

Le discours gouvernemental, en matière économique, a mis de plus en plus l'accent sur la santé et le dynamisme, les «mutations», la «modernisation» nécessaires. On vit Gattaz, président du CNPF, venant d'obtenir l'engagement de ne pas accroître les charges des entreprises, sortir satisfait de Matignon... et mener aussitôt campagne sur un nouveau terrain : celui de la «liberté» de licencier en particulier.

De leur côté, les travailleurs victimes de licenciements (ou menacés), partant du point de vue qu'ils ne sont pas «responsables de la crise», de la façon dont le capitalisme développe l'économie, ont en général la position tout à fait légitime de refuser les licenciements, de lutter pour s'y opposer.

Le gouvernement actuel, dans le secteur de l'automobile notamment, avait

l'imposer (intervention des forces de police pour évacuer les travailleurs occupant, sur requête du tribunal). Il l'a fait dans un secteur où les travailleurs n'étaient pas mal armés — le printemps 1982 en a témoigné. Ainsi l'intervention des travailleurs, la nouvelle citoyenneté promise n'est-elle plus rien face aux chiffres qui font la «nécessité économique». Une exemplarité lourde de conséquences pour les restructurations à venir.

POLEMQUES IRRRESPONSABLES

La polémique CGT-CFDT bat son plein au plan confédéral à propos de Talbot, et il y a gros à parier qu'elle va avoir des répercussions désastreuses dans les sections syndicales des entreprises du pays, ravivant les vieilles rivalités, les querelles de chapelle, les disputes incompréhensibles pour de nombreux travailleurs, et qui ont fait un mal considérable au mouvement syndical dans son ensemble, en 80-81



Massey Ferguson restructure

Un petit nombre de firmes de dimension internationale contrôlent à elles seules 70 à 80% du marché mondial du machinisme agricole. Parmi celles-là, trois trusts américains se taillent la part du lion : John Deere, International Harvester et Massey Ferguson qui représentent, à eux seuls, 30% du marché mondial. Les Etats-Unis sont donc de loin les premiers producteurs du monde occidental avec 10,7 milliards de dollars ; à peine dépassés par les pays de la CEE (11 milliards de dollars). On trouve, dans l'ordre : Etats-Unis, Allemagne fédérale, Italie, Japon, France et Royaume-Uni.

Toutes ces firmes se livrent à une concurrence d'autant plus féroce que l'industrie mondiale du machinisme agricole connaît depuis 1977, sur le plan global, une période de stagnation et au niveau du gros machinisme (moissonneuses-batteuses, tracteurs et ramasseuses-presses) une crise à cause de la saturation des marchés.

C'est pourquoi on assiste depuis cette période, à un vaste mouvement de restructuration et de redéploiement de capitaux. Mouvement dont Massey Ferguson est un exemple caractéristique.

LE MACHINISME AGRICOLE FRANÇAIS : UNE INDUSTRIE FORTEMENT DÉPENDANTE

Tout d'abord, pour des raisons historiques tenant à la mécanisation tardive de l'agriculture française (après 1945) l'industrie française a pris un retard considérable et n'a connu son plein essor qu'à partir de 1960. Cela a

entraîné une forte pénétration du marché français, l'un des tout premiers en Europe, par des sociétés multinationales et en particulier : I.H., J. Deere, Massey Ferguson qui totalisent à elles seules, en 1981, 33,2% des ventes du gros matériel, 28,2% des ramasseuses-presses et, en 1977, 35,2% des ventes de moissonneuses-batteuses.

A titre de comparaison, citons Renault - Division machinisme agricole (tracteurs), qui assure à elle seule, 16% des ventes sur le marché français mais qui n'est pas de taille à s'imposer sur le marché international jusqu'à ce jour.

Cette forte pénétration du marché français se double d'une dépendance tant au niveau technique qu'au niveau des échanges commerciaux.

Le cas des échanges commerciaux est plus révélateur. Il faut constater d'abord que si la France est le septième exportateur mondial, elle est surtout le troisième importateur mondial (le premier européen) et que le solde négatif en valeur du Commerce extérieur a été multiplié par 13 de 1959 à 1981.

Cependant, et c'est un élément essentiel, il faut noter que la répartition géographique des courants d'échanges est fortement liée aux lieux d'implantation des multinationales et de leurs filiales, ainsi qu'à leur spécialisation dans un domaine de production.

La répartition géographique répond alors à une logique de production et de spécialisation voulue essentiellement par les multinationales. C'est dans ce cadre général qu'il faut replacer la restructuration de Massey Ferguson.

LES RAISONS D'UNE RESTRUCTURATION

Au cours des années 79-80, en France, le taux de croissance du chiffre d'affaires en francs constants, a été nettement négatif (-3,7% en 1979, -3% en 1980). Ce qui a entraîné une baisse de la rentabilité d'exploitation. Massey-Ferguson, qui est le premier producteur de tracteurs en France, avec 15400 tracteurs par an devant Renault-DMA (12700) et International Harvester (10500), a vu sa part sur le marché français passer de 16,9% en 1977, à 13,8% en 1980. Le trust est en concurrence directe avec Renault-DMA, dont la part sur le marché français est passée pour la même période de 16,3% à 18%, et surtout Fiat, dont la part est passée de 10,1% à 12,5%.

Or, même si le marché français connaît quelques problèmes (baisse du nombre d'exploitations, baisse du revenu agricole, montée du marché d'occasion), il reste l'un des tout premiers en Europe de l'Ouest et il est donc très important d'y être bien placé. D'autant que c'est un marché très ouvert. D'abord parce que la France, souffrant toujours de son handicap structurel historique, ne produit que 20% de ses besoins nationaux. Ensuite, parce que son industrie est inadaptée aux besoins du marché français qui exigerait davantage la production d'un matériel spécifique (et notamment pour la vigne et la forêt).

En conclusion, on peut donc dire que la restructuration de Massey-Ferguson est le résultat de la conjonction de deux facteurs. D'une part, pour continuer à accumuler des profits, il

faut rationaliser la production en France en réduisant les effectifs et en concentrant les activités. C'est ainsi que les activités de montage de M.F. seront concentrées à Beauvais. D'autre part, l'internationalisation des fabrications (qui constitue un des facteurs de redéploiement de l'industrie du machinisme agricole au niveau mondial) fait que les gammes de production des usines installées en Europe seront complémentaires. C'est pourquoi, dès à présent, M.F. regroupe toutes les activités de fonderie en Grande-Bretagne.

A terme, c'est donc bien l'usine de Marquette, dans son ensemble, de la fonderie au montage, qui est visée.

Les chiffres cités dans cet article sont tirés d'une étude du département des Etudes du Crédit National - avril 83.

LA MASSEY : EXEMPLE SIGNIFICATIF DE REDEPLOIEMENT

En même temps qu'il s'attaquait aux structures industrielles traditionnelles entraînant les milliers de licenciements que l'on connaît, le patronat faisait coup double. Il savait, en effet, du même coup, les bases sur lesquelles s'étaient édifiées les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière. Tous les gros bastions ouvriers sont touchés les uns après les autres : hier, la sidérurgie, les mines ; aujourd'hui, l'automobile et Massey-Ferguson ; demain, la navale.

Massey-Ferguson a fourni de très nombreux cadres à la CGT, dont l'actuel secrétaire d'UD : F. Dumez. Concrètement, il faut savoir que si la restructuration touche 28% des effectifs de l'entreprise, elle affecte 54% des militants syndicaux (chiffres donnés lors de la conférence de presse intersyndicale du 23 décembre dernier).

Ainsi, la restructuration de M.F. va amplifier ce mouvement de désorganisation de la classe ouvrière, rendant plus fragiles encore ses capacités de résistance.

L'offensive patronale amorcée depuis quelques années, connaît cependant une situation politique nouvelle

depuis mai 81. Dans un premier temps, la classe patronale s'est trouvée dans l'expectative quant à son devenir : 39h, 5^e semaine, lois Auroux.

Il faut bien admettre cependant que depuis le premier plan d'austérité, et ce de plus en plus, elle a été largement rassurée et a trouvé un appui non négligeable dans les propos et la politique gouvernementales. Les mots redéploiement, restructuration, refonte du système productif ne sont plus l'apanage du seul patronat. Au-delà de l'identité des termes, comment parler de reconquête du marché intérieur, de compétitivité internationale, en créant des filières et en s'inscrivant dans des créneaux rentables, sans accepter par ailleurs la disparition de pans entiers de l'industrie et par là même, les milliers de licenciements sacrifiés sur l'autel de la rentabilité?

Le gouvernement, loin d'être un spectateur désolé, devient un acteur réel dans ce processus. C'est bien cette politique économique choisie, déterminée et suivie qui a présidé à l'octroi d'aides publiques sans contrepartie garantie. De fait, les 10 milliards d'aides allouées à Massey-Ferguson France, ont servi à licencier, à restructurer. Au niveau global, c'est 52 milliards de francs qui ont ainsi été gracieusement accordés au patronat... pour l'aide... à la restructuration!

Cette politique, si elle a été propre à entraîner derrière elle une partie du patronat, a permis aussi le durcissement de son offensive.

Et cela va plus loin, car on constate de plus en plus une tendance à minimiser l'importance des syndicats ouvriers. Le gouvernement devient (et il l'accepte tout à fait) le partenaire privilégié du patronat en place et lieu des syndicats, qui sont consultés uniquement pour entériner des décisions déjà prises. Les syndicats deviendraient-ils des chambres d'enregistrement?

C'est ainsi que les syndicats n'ont jamais été associés à la concertation sur le devenir de M.F. jusqu'à ce qu'ils l'obtiennent par leur lutte.

C'est ainsi que la direction de M.F. n'a même pas pris la peine d'élaborer un plan social, ce qui produit de pures aberrations.

Dans cette optique, l'action des syndicats de la Massey, exigeant d'être reconnus comme partenaires à part entière, la lutte des ouvriers pour leur emploi, contribuent très largement à montrer les capacités de résistance de la classe ouvrière face à l'offensive patronale.

LONGUE MARCHÉ DES TRAVAILLEURS DE LA MASSEY

Voilà six mois que les travailleurs de la Massey, sous la direction de l'intersyndicale CGT-CFDT, mènent la lutte. Grèves, défilés ; 600-travailleurs manifestent à Beauvais et à Paris ; intervention sur le Tour de France ; ville morte à Marquette (en accord avec les commerçants) ; pneus brûlés dans toute la région ; distribution de dizaines de milliers de tracts ; opération « portes-ouvertes » ; occupation de la chambre patronale ; occupation de la Maison des professions ; occupation de l'entreprise avec blocage des principales rues de Marquette. La liste est longue, preuve de la grande combativité des travailleurs de la Massey. Dernière action d'importance, l'occupation de la mairie de Lille, le vendredi 16 décembre 1983, avec pour répondant l'intervention des CRS à Marquette dans la nuit du 16 au 17 décembre.

« Quant aux forces dites de "l'ordre", elles ont à plusieurs reprises utilisé la provocation face aux quelques dizaines de travailleurs qui assuraient la garde de l'usine Massey-Ferguson. »

(Extraits de la lettre de protestation envoyée au commissaire de la République par notre parti).

Aujourd'hui, suite à la décision prise par le directeur départemental du Travail et de l'Emploi du Nord, les syndicats ont déposé un recours gracieux, ce qui aboutit à un délai supplémentaire de quatre mois ; quatre mois durant lesquels les travailleurs de la Massey et leur intersyndicale se mobiliseront pour faire prévaloir les intérêts des travailleurs.

C'est le mardi 3 janvier 1984 que se sont ouvertes les négociations. Elles ont été suivies avec attention par les travailleurs de la Massey, toujours mobilisés et prêts, avec leurs organisations syndicales, à défendre fermement leurs positions.

Correspondance de la cellule Pierre Sémard (Nord)

Reprise de la guerre sale

En 5 ans : 13 réfugiés politiques basques assassinés, 17 blessés, 2 disparus

Les «réfugiés», c'est ainsi qu'on les désigne dans le milieu abertzale (nationaliste basque). Ils sont actuellement 800, peut-être plus, en territoire français pour la plupart, bien sûr, au Pays Basque. Sans vouloir se prononcer sur les choix stratégiques qui animent les organisations qui alimentent ce flux migratoire (principalement ETA-militaire et la coalition *Herrri Batasuna*), un tel chiffre donne la mesure de l'aspiration d'une partie de la population d'Euskadi sud à déterminer librement son destin.

Réfugiés : le terme date. Depuis que Giscard d'Estaing a supprimé le statut de réfugié politique s'appliquant aux ressortissants espagnols et livré sept d'entre eux à la police espagnole, ces militants se retrouvent de fait dans la situation d'exilés sans statut. Le PS et F. Mitterrand avaient promis, avant mai 81, le rétablissement du statut de réfugié, mais comme l'on dit ici «*il est bien petit, celui qui est incapable de promettre*»... Moins d'une dizaine ont obtenu le statut, les autres demeurent à la merci des tracasseries administratives : cartes de séjour de 15 jours, 3 mois... et toujours, planent les menaces d'éloignement, d'assignation à résidence, d'expulsion, voire d'extradition (même si jusqu'à ce jour le pouvoir de gauche n'a jamais accepté de répondre positivement à une telle démarche) et impossibilité de trouver un travail déclaré.

La fin de l'année 83 a été marquée par l'aggravation de la situation des réfugiés et un climat d'insécurité dramatique. Après plusieurs mois d'accalmie, c'est la reprise de la « guerre sale » (selon l'expression des militants d'Euskadi sud) : — le 15 octobre, deux jeunes réfugiés politiques de 20 et 21 ans, Joxean Lasa et Joxi Zabaca disparaissent à Bayonne. A ce jour, on est toujours sans nouvelles. Vraisemblablement ont-ils été entraînés de l'autre côté de la frontière; — le 18 octobre, à Hendaye quatre policiers espagnols sont arrêtés alors qu'ils tentaient d'enlever un réfugié, José-Maria Larretxea Goni, membre supposé d'ETA-politico-militaire; — le 4 décembre, enlèvement

à Hendaye de Segundo Marey, réfugié de 36. Il sera relâché après 10 jours de séquestration; — le 19 décembre, assassinat dans un bar de Bayonne de Ramon Oniaedera, 28 ans, membre supposé d'ETA-militaire; — le 28 décembre, Mikel Goicoetxea Elorriaga, dit «Txape-la», 27 ans, dirigeant présumé d'ETA-militaire, est abattu au pied de son immeuble à St-Jean-de-Luz. Ces trois derniers forfaits ont été revendiqués par le GAL (Groupement antiterroriste de libération), organisation inconnue jusque-là.

Quelle que soit l'identité véritable des membres de ce groupe, services spéciaux espagnols ou truands français commandités, personne ne doute des liens existants entre le GAL et le gouvernement espagnol. Ainsi, la libération de Segundo Marey a-t-elle fait suite à celle, par les autorités françaises, des quatre policiers espagnols arrêtés en flagrant délit. Le gouvernement espagnol n'a jamais caché sa volonté de s'attaquer à ce qu'il appelle le «sanctuaire terroriste» situé au Pays Basque Nord.

Face à cette vague d'attentats, l'émotion et l'inquiétude sont considérables aussi bien dans le milieu des réfugiés que dans l'ensemble de la population locale. Les réfugiés vivent mêlés à cette population, leurs enfants sont scolarisés dans les *Ikastolak*, etc., et dans son dernier communiqué, le GAL a indiqué son intention de frapper le «montage français qui protège les terroristes».

Inquiétude et indignation se sont exprimées aux importantes manifestations qui ont eu lieu à Hendaye, Bayonne et St-Jean-de-Luz, la tension étant encore aggravée par les violences policières à l'encontre des manifestants. Du côté du pouvoir français, on assiste à une attitude faite d'atermoiements, de contradictions et, c'est le moins que l'on puisse dire, de laisser-faire. Pour certains, c'est l'occasion d'opérations politiciennes. Ainsi, le maire RPR de St-Jean-de-Luz, Ithurac-de, se sent soudainement solidaire des réfugiés... que d'aussi nobles sentiments ne l'ont-ils animé lors des précédents attentats lorsque la droite était

au pouvoir! Contradictions, notamment entre le député PS, J.P. Destrade et le sous-préfet de Bayonne : Destrade demande au gouvernement «*d'interrompre toute négociation avec le gouvernement de Felipe Gonzalez pour l'élargissement de la CEE tant que nous n'avons pas de garanties formelles vis-à-vis des intrusions de la police espagnole en territoire français...*» ce qui lui attire d'ailleurs les foudres de ses camarades du PSOE... Le sous-préfet de Bayonne, quant à lui, a déclaré : «*Les réfugiés ne sont pas en cause et jamais un Espagnol qui n'a rien à se reprocher ne sera en danger dans la République française*» ce qui accredit l'idée de «sanctuaire» en Euskadi nord et va dans le sens du droit de poursuite pour la police espagnole en territoire français.

Inquiétante également la réponse de Gaston Defferre concernant les réfugiés à une délégation d'Hendaye conduite par le maire, R. Lassalette : «*...il n'y aura pas d'extradition. Cependant, une clarification de leurs situations interviendra. Nous travaillons avec les juristes sur la mise en place d'un certain nombre de règles de bonne conduite auxquelles ils devront strictement se conformer...*» Le gouvernement, sous prétexte d'assurer la protection des réfugiés, semble préparer des mesures d'éloignement ou d'assignation à résidence. Déjà, un réfugié vient d'être frappé d'une mesure d'éloignement.

D'autre part, le récent attentat à l'arme automatique revendiqué par le groupe clandestin d'Euskadi nord, *Iparretarak*, contre un casernement de CRS à Anglet, ne semble pas de nature à faciliter la recherche de solutions favorables aux réfugiés, compte tenu des amalgames qu'ont l'habitude de pratiquer les notables locaux.

La section Pays Basque du PCML s'associe aux différentes initiatives pour exiger du gouvernement que soient respectées nos traditions d'hospitalité et assurée la sécurité de tous, Français ou étrangers immigrés et réfugiés. Il condamne par avance toute mesure administrative répressive frappant les réfugiés.

Jean LISSAR

Au pas de course...

Jean-Michel DELION

1^{er} trimestre MUNICIPALEMENT VOTRE

Campagne tout azimut d'une droite en pleine effervescence : contre les travailleurs immigrés, contre les syndicalistes (lettres de licenciement à Citroën-Aulnay), contre l'école laïque, contre les travailleurs (Cellulose à Strasbourg, Motobécane, Renault Flins et Billancourt...). Après sa rencontre avec Reagan (13/1), Chirac préside le congrès du RPR (23/1) avec un programme à donner froid dans le dos : privatisation complète de l'économie, chasse aux fonctionnaires, protection sociale à la casse... A gauche, on fait le gros dos. «*Les gros problèmes sont derrière nous*» rassure Mauroy à la télé.

Faible mobilisation militante sur le terrain.

Les résultats des municipales de mars confirment la baisse tendancielle du taux de confiance des travailleurs dans la stratégie de la gauche.

A partir de ces résultats et de la conjoncture européenne (élections allemandes), le gouvernement s'enfoncé encore plus dans la logique d'austérité. Sans prévenir, un sérieux tour de vis est donné (25 mars), quoi qu'en dise Lionel Jospin, dévaluation du franc et mise à contribution forcée des travailleurs pour financer les caisses de l'Etat et de la Sécurité sociale.

2^e trimestre LA RETRAITE ET LE RESTE

Le 1^{er} avril, une vieille revendication ouvrière se réalise : le droit à la retraite à 60 ans. Fruit d'une lutte opiniâtre, il arrive dans un contexte difficile. Période de «*rigueur accrue*» Mauroy dixit, de chômage (1 400 suppressions d'emplois annoncées par Sacilor et Sollec), d'agitations diverses : mouvement de grève des étudiants en médecine puis des internes et chefs de clinique (mai), manifestations d'artisans, commerçants et petits patrons à Paris, grèves étudiantes contre le «projet de loi Savary» pour l'Université. Le 3 juin, des syndicats de police testent la capacité de réaction de la gauche par des mouvements publics de désobéissance et de provocation. Dans l'ouest, les agriculteurs mécontents manifestent eux aussi. Trois mois après le renouvellement des Chambres d'agricultu-

re, la FNSEA tient un congrès (12/4) où elle confirme son leadership dans le monde agricole.

Le 19 avril, le CC du PCF fait un bilan positif de l'action gouvernementale, avant d'oser, en juin, quelques critiques sur sa politique économique. Le 10 juin se tient le congrès du PSU où une majorité approuve la participation au gouvernement.

Suite à l'assassinat d'un enfant à Marseille, fin mars, le mouvement antiraciste, les syndicats et partis de gauche s'inquiètent. De jeunes immigrés des Minguettes, à Vénissieux, entament une grève de la faim qui s'achèvera courant avril. Le 19 juin, l'Appel des 100 organise «la Fête de la paix» qui rappelle l'existence d'un mouvement de masse pour la paix et le désarmement.

3^e trimestre EN PLEIN ETE, DE GROS NUAGES

Annonces de restructurations et de licenciements dominent la période. PUK présente un plan de «modernisation», Tréfinmétaux annonce 1 800 suppressions d'emplois, PSA 7 331, menaces de licenciements à Massey-Ferguson, Kodak, Manurhin, ARCT, etc. Les congés ont un goût amer. D'autres enfants d'immigrés sont assassinés dans les grands ensembles. Mitterrand se rend à la Courneuve, Vénissieux et St-Etienne. Il parle aussi de «renvoyer chez eux les immigrés clandestins». A gauche, on s'inquiète de la mise en application de cette décision. En septembre, la reprise est dure. La

baisse du pouvoir d'achat se fait sentir. On restructure encore dans l'électronique.

A Dreux, la droite et l'extrême-droite relèvent la tête (16,7% au F.N.).

Aux PTT, un vaste mouvement de grèves touche les centres de tri en réponse à une «réorganisation» de la poste sur le dos des postiers. En point d'orgue, le gouvernement présente un budget 84 qui amplifie encore et toujours la politique d'austérité afin de mettre la France en meilleure position sur les marchés internationaux au cœur du système impérialiste mondial.

4^e trimestre DE LA SECU A TALBOT

Gattaz donne ses ordres. «*Il faut faire baisser le pouvoir d'achat*». La pression du patronat s'accroît. Le 15 octobre, à Marseille, démarre la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Arrivée en apothéose à Paris le 3 décembre. Un nouvel élan dans le combat antiraciste. Pendant novembre aussi, se déroulent plusieurs manifestations du CNAL; plusieurs centaines de milliers de personnes, au total, se mobilisent pour la défense de l'école laïque et contre les tergiversations du gouvernement. Le 19 octobre, ce sont les élections aux Caisses de Sécurité sociale. Il est difficile d'analyser les résultats par la méthode comparative : poussée des syndicats soutenus par la droite, tassement à gauche. Paix et désarmement : 22 octobre, manifestation du Mouvement de la paix,

et le lendemain, manifestation du CODENE-CFDT. Pas d'unité alors qu'elle était envisageable. Le 16 novembre, François Mitterrand intervient à la télé sur la question du désarmement. Le 28, c'est le congrès du PS à Bourg-en-Bresse, où l'unité se refait pour soutenir la politique gouvernementale. Le 29, se tient le congrès du PCML, pour les travailleurs et le communisme, contre la droite et l'impérialisme. Le 1^{er} décembre, PS-PCF resserrent les boulons, par un accord politique de soutien à Mitterrand. Le 17, l'Etat et PSA s'accordent pour 1 905 licenciements au lieu de 2 905 à Talbot-Poissy. Chacun de se féliciter de cet «accord exemplaire»... sauf les travailleurs concernés! L'avenir de Talbot, c'est un test crucial pour toutes les forces sociales et politiques.

LES SQUATTS ASSOCIATIFS

PARIS XIXe-XXe LOGEMENT

C'est quelques jours avant la date fatidique du 1er décembre qui marque la fin de la période légale des expulsions, que d'importantes forces de police ont investi plusieurs squatts associatifs animés par les *Occupants rénovateurs* regroupant à peu près une centaine de personnes et environ une cinquantaine d'associations (118, rue des Pyrénées; 32, rue de l'Ourcq; 105, rue de Crimée).

La cellule Pierre Sémard a immédiatement réagi de concert avec d'autres organisations politiques (PSU, Ecologie XIXe, etc.) et condamné par tract ces agissements orchestrés par la Ville de Paris et la préfecture.

Quoi qu'il en soit, le PCML analyse la situation comme un mauvais coup porté au mouvement associatif dans son ensemble, car les *Occupants rénovateurs* étaient une composante importante, qu'on le veuille ou non de la vie de quartier. Les campagnes d'informations qu'ils ont faites sur le scandale des



Expulsions du 23 décembre, rue des Dunes

logements vides (de 165 000 à 190 000 à Paris) ne leur ont pas fait que des amis chez les propriétaires et à la Ville de Paris...

Comme nous nous sommes expliqués dans *La Commune du XIX-XXe*, bulletin local du PCML, bien que n'étant pas partie prenante dans le projet des squatts associatifs, nous dénonçons et rejetons la campagne de criminalisation menée contre les *Occupants rénovateurs* par certains médias ainsi que les pouvoirs publics, surtout après les derniers développements et les violences inacceptables commises au

cours de l'expulsion du 24, rue des Dunes (XIXe) le 23 décembre 83.

Car pour nous les véritables responsables sont les propriétaires, les promoteurs, la Ville de Paris, les pouvoirs publics, tous ceux qui sont responsables au premier chef du manque de logements sociaux à Paris, de la stagnation du marché locatif, de l'exode des couches populaires, etc.

Pour arrêter cette hémorragie, le PCML exige, notamment, un plan de logements sociaux à Paris et l'application de la loi de réquisition des logements vides. □

LE FOYER DE TRAVAILLEURS MIGRANTS DE LA PORTE DE LA VILLETTE

Le foyer de la Porte de la Villette est des plus sordides; à peu près 300 résidents immigrés vivent là depuis sept ans dépendant du B.A.S. (Bureau d'aide sociale) organisme gérant. Cité de transit conçue provisoirement, elle dure... Tout est laissé à vau-l'eau: pas de travaux d'entretien (plomberie, eau, électricité, etc.). Le niveau d'hygiène est au plus bas, et, pour cette charmante villégiature, le B.A.S. exigeait des loyers, plus les charges, de l'ordre de 370 francs par personne. Depuis plusieurs mois, la majorité des résidents faisait la grève des charges. La situation en était là quand, le 24 octobre 83, le B.A.S. décida de ne plus gérer le foyer, d'expulser les résidents et ainsi reprendre possession du terrain afin que la Ville de Paris puisse en disposer à son gré. Pour ce faire, il propose de reloger par groupes les résidents dans différents foyers (Haiecoq, dans le XIXe; Chevaleret, dans le XIIIe; dans la région parisienne...). Evidemment, les résidents veulent bien partir et sans regrets! Mais ils veulent maintenir leur communauté et



Samedi 3 décembre: foyer de la Villette en soutien aux marcheurs des Minguettes

leur identité culturelle en étant relogés tous ensemble et d'autre part dans des logements décents avec des loyers abordables! L'ensemble de ces revendications n'a été que très partiellement pris en compte par les pouvoirs publics, la préfecture, la Ville de Paris et le B.A.S., si bien que les résidents continuent la grève des loyers et refusent de partir malgré les scandaleuses pressions exercées par le B.A.S. (coupure d'électricité et donc de chauffage, d'eau, de gaz*). Pourtant des solutions de relogement existent malgré les difficultés dues à la situation catastrophique du logement à Paris. Des recensements de

logements vides par l'OPHLM; des foyers Sonacotra, etc., permettraient certainement de trouver des solutions acceptables pour les résidents, encore faut-il avoir la volonté politique de le faire! C'est à quoi s'attèle le PCML XIX-XXe qui a fait de multiples démarches (tracts, communiqués, lettres) en direction des pouvoirs publics, de la Ville de Paris, des élus afin de faire aboutir les revendications des résidents et de faire céder le mur du silence et de mauvaise foi qui entoure cette affaire.

Roland MÉRIEUX
et Jacques ESTERZON

* En ce début de janvier, malgré la décision du tribunal d'instance de Paris (juge des référés) en date du 22 décembre 83 imposant au B.A.S. de rétablir l'électricité sous 48 heures, le courant n'est toujours pas remis. Une question se pose, dès lors, le B.A.S. et la Ville de Paris seraient-ils au-dessus des lois de la République française?



VITICULTURE: MAINTENIR LA PRESSION

Strasbourg, 13 décembre 83: vaste rassemblement de plus de 3 000 agriculteurs du Midi, venus manifester devant le Parlement européen pour: «expliquer que les régions méridionales, et surtout les petits et moyens paysans, éternels parents pauvres de la Communauté, doivent cesser de faire les frais de la politique agricole commune et au contraire voir leurs efforts de discipline et de qualité récompensés; —exiger que leur revenu soit garanti; —refuser l'élargissement qui ferait de l'Europe une zone de libre-échange du marché totalement déséquilibré au profit des spéculateurs» (termes du communiqué d'appel du CPR Languedoc). Par une manifestation calme, malgré la présence de plus de 2 000 CRS, les viticulteurs ont réussi à imposer une entrevue entre leurs responsables et Andréas Papandréou, président en titre de la CEE. Nous avons rencontré un viticulteur, membre de notre parti, qui a fait le déplacement.

? A quoi attribues-tu la mobilisation massive des viticulteurs à Strasbourg?

Plusieurs raisons nous ont motivés: —la crise actuelle du marché. Par exemple à Béziers, le vin se vend sur la base de 17 frs le degré-hecto, prix nettement insuffisant. Pour la CEE, le prix de déclenchement est de 21,60 Frs le degré-hecto;

—le stock très important de vin de l'an dernier qui ne trouve pas d'acheteur;

—le prix de revient de l'exploitation qui augmente sans cesse;

—une grande déception à propos du gouvernement dans lequel les viticulteurs avaient mis beaucoup d'espoir, en particulier avec l'Office du vin qui devait assainir le marché;

—on peut dire aussi que l'épée de Damoclès pendue sur notre tête, en l'occurrence l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun crée pour nous, producteurs méditerranéens de vins, fruits, légumes, une situation intolérable, et cela a accru la mobilisation.

Il y a aujourd'hui des problèmes alors qu'ils ne sont pas dans la CEE, mais leur entrée future nous cause énormément d'inquiétude car il y a une énorme disparité entre le prix de revient d'un litre de vin en Espagne et en France.

Nous ne sommes pas, en soi, contre l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE; il est évident que ce sont des Européens à part entière, mais il y a une telle disparité, par exemple le sa-

laire des ouvriers agricoles: autour de 8 frs/heure en Espagne contre 23 frs/heure en France... C'est une énorme différence qui crée une concurrence insupportable et déloyale.

? Quel bilan tires-tu de ce qui s'est passé à Strasbourg?

On peut dire que Labadie, le président régional de la FNSEA, s'est aventuré quand il a prétendu qu'une manifestation à Strasbourg s'avèrerait inutile. La rencontre des responsables et élus viticoles avec Papandréou, président en exercice de la CEE, est un élément très positif, surtout par l'engagement ferme qu'il a pris devant nos représentants vis-à-vis des producteurs méditerranéens: «Il n'est pas question, pour nous, de trahir nos agriculteurs, qu'ils soient grecs, italiens ou français.»

C'est le plus positif de notre voyage, avec le déplacement à Strasbourg de 3 500 vignerons du Midi. Il fallait le faire. Pour moi, ça équivaut à une manifestation de masse —environ 100 000 vignerons— dans notre région. C'est dire la détermination de la part des manifestants.

? Après l'échec du Sommet d'Athènes, après le succès de la manifestation de Strasbourg, quels sont les perspectives et les axes de lutte qu'il faudrait, à ton avis, mettre en avant?

Il y a longtemps que nous avons condamné, nous, vignerons, la politique agricole commune car elle est favora-

ble aux productions de type industriel du Nord au détriment des productions méridionales. Il était évident qu'un gouvernement défendant les intérêts de nos productions méditerranéennes ne pouvait être d'accord avec les Hollandais, Danois, Allemands ou Britanniques qui ont d'autres intérêts à faire valoir.

Il est évident qu'après Strasbourg où Papandréou nous a satisfaits par ses déclarations, il faudra continuer sur notre lancée. Mais on a aussi d'autres cibles, en particulier le négoce international, trop délaissé par la plupart des dirigeants viticoles; négoce qui joue sur nos productions, qui spéculent.

Pensez ce que ça va donner avec la frontière espagnole ouverte! Il pourrait fournir sur le marché des vins à moins de 10 frs le degré-hecto. Pour nous, c'est la mort pure et simple. Aucune exploitation viticole de notre région ne pourra subsister.

? En janvier, la France va occuper la présidence de la CEE...

Oui. Cela peut être un élément qui peut jouer en notre faveur surtout après les déclarations de Papandréou. Mais ce qui nous inquiète un peu, c'est les positions du Parti socialiste qui ne sont pas très claires sur l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE.

Actuellement sur la région, le PS est divisé. Certains sont défavorables, d'autres réservés dans les conditions actuelles, et d'autres y sont favorables.

Le PS, au niveau national, y serait assez favorable. Pour nous, c'est une grande question: comment le président Mitterrand va-t-il pouvoir aborder ce problème dans un sens positif pour les vignerons méditerranéens?

Cela implique qu'il nous faudra maintenir la pression et la mobilisation pour obtenir enfin un revenu garanti ou au moins l'obligation pour le négoce de respecter dans toute la CEE un prix minimum rémunérateur de notre travail.

Propos recueillis par
DANIEL PIOCH

VOYAGE EN CATALOGNE

Dans une résolution particulière de son V^e Congrès consacrée aux minorités nationales, notre parti a réaffirmé « le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et dans ce cadre, le soutien à leur revendication d'autodétermination ». Il y précise son « soutien aux revendications concernant la langue et la culture (statut de la langue, revendications concernant son enseignement par l'Education nationale, sa place à la radio, la télévision, la presse) » ; son « soutien aux revendications pour travailler et vivre au pays, ce qui implique le soutien aux luttes contre les licenciements, contre la liquidation des petits paysans, la lutte contre les plans de désertification et de désindustrialisation » ; il y préconise enfin « la discussion et l'action communes avec l'ensemble des organisations régionalistes, autonomistes, nationalistes, qui se situent dans la perspective de la lutte contre l'impérialisme français ». Il n'y a pas d'action en commun possible sans connaissance mutuelle. Voilà pourquoi Travailleurs a engagé une série de « voyages » là où vivent et travaillent les peuples et nations minoritaires à l'intérieur de l'hexagone. Ces voyages devraient contribuer à des échanges instructifs et pleinement fructueux avec les associations culturelles, les organisations politiques, les centres de recherches, les personnalités de tel ou tel peuple. Le premier « voyage » nous a conduits en Catalogne, que la monarchie française coupa en deux, dans un bain de sang, en 1659 (Traité des Pyrénées). Aujourd'hui en Catalogne-Nord sur le territoire français, comme dans le Principat (Barcelone), le Pays valencien et les îles Baléares, on parle catalan, on partage un passé commun, une culture commune, des espoirs communs ; les échanges familiaux, culturels, économiques et politiques sont nombreux. Voilà ce qui frappe d'abord à l'écoute des militants autonomistes et indépendantistes catalans, qu'ils soient actifs sur le front culturel ou plus directement politique. Les Pays catalans au sud, leurs 10 millions d'habitants, leur forte économie autour de Barcelone, leurs maisons d'éditions catalanes, leurs radios locales... constituent un appui de la « catalanité » des Catalans du nord qui se sentent de plus en plus minoritaires dans leur propre pays, dépossédés de leurs richesses. « La France a conquis la Catalogne-Nord et l'a ruinée », nous dit l'un. « Depuis 30 ans, les emplois industriels ont fui la Catalogne au profit du tourisme », nous dit un autre. La question économique, de la défense de l'emploi sont intimement liées à celle de la promotion de la langue et de la culture catalanes. Et la régionalisation ? Peut-elle apporter du nouveau, du positif ? Le scepticisme, voire l'inquiétude dominant... Ne va-t-elle pas renforcer les pouvoirs des notables locaux réactionnaires, se demandent certains ? L'Etat français ultracentraliste « marche à reculons », les régions proposées sont des « inepties », « vœux pieux », « mur infranchissable », « ils (les envoyés du gouvernement) viennent, ils discutent mais font des rapports qui n'ont rien à voir avec ce qu'on leur a dit... ». Ce sont les remarques couramment entendues qui concluent à une appréciation plutôt négative. Il y a un long chemin à faire pour que soient gagnées les revendications d'un mouvement catalan, que mai 68 a vivifié d'une génération de militants. Ce sont des représentants de l'Esquerra Catalana dels Treballadors (ECT), des Independentistes dels països catalans (IPC) et des militants du front culturel qui nous ont conduits lors de ce trop court voyage en pays catalan.

Camille GRANOT

LE POINT DE VUE DE L'E.C.T



L'ECT s'est créée autour de la revendication d'autonomie. Nous nous situons bien sûr à gauche ; au niveau social, la revendication d'autonomie, c'est l'autogestion ; au niveau national, c'est l'autonomie. (...)

« Nos revendications ? D'abord que le catalan soit langue co-officielle : dans les lieux publics une personne au moins devrait parler catalan pour accueillir les gens. C'est une revendication minimum. Une loi Destrade doit sortir sur le plan culturel... Or, elle indique du début à la fin que la langue importante c'est le français. La langue nationalitaire, comme le catalan, est considérée comme une sous-culture du français. Nous voulons qu'il soit co-officiel. Autre revendication : donner priorité des emplois aux gens d'ici, aux gens qui vivent ici ; il faut cesser de faire venir des gens de Paris pour travailler ici. Par

contre, il faut un retour du catalan exilé... Il y a actuellement 50% des emplois de fonctionariat réservés aux gens extérieurs ; il faut stopper cela sinon le catalan se perdra de plus en plus. Dans les villages, les gens parlent le catalan mieux que les français : les délibérations du Conseil municipal se font encore souvent en catalan... Les réunions du PCF, dans les villages, critiquant les mouvements catalanistes se font en catalan... Un exemple encore sur la langue : quand quelqu'un du Nord édite un livre en catalan, s'il veut le diffuser au Sud, le livre sera taxé de 12% à la frontière car « il est écrit en langue étrangère ». C'est un détail significatif. Le DEUG de catalan est intitulé DEUG de langue étrangère option catalan... C'est ce statut de langue étrangère que nous voulons changer.

« Nos formes d'action ? Côté tourisme, nous avons créé une fédération

(F.E.N.E.C.) qui regroupe toutes les organisations françaises et catalanes s'occupant d'écologie et qui fait obstacle aux projets des promoteurs. Exemple : à Paulilhès, les promoteurs veulent fermer l'usine et créer un centre de tourisme. Nous agissons avec le CE de l'usine et sommes montés voir Huguette Bouchardeau pour faire respecter le site classé de Paulilhès. A Rieutort, où les promoteurs projettent de faire une grande piste de ski, les paysans ont été expropriés à 1,60F le m²... C'est le maire qui exproprie et revend aux promoteurs ; certains paysans voulaient racheter leur terre... mais trop cher ! Les promoteurs coupent les arbres puis replantent car ils ont une prime pour reboiser ! A Rieutort, les délibérations du conseil ne sont pas signées, la loi n'est pas respectée.

« Nous avons aussi créé le « Conseil économique nord-catalan » (C.E.N.C.) qui s'efforce de faire pression sur l'administration pour que les emplois reviennent aux Catalans, pour qu'un guichet soit ouvert à la Mutualité sociale agricole où l'on parlerait en catalan... Nous sommes allés voir les coopératives créées au Pays Basque ; on peut réaliser la même chose ici pour créer des emplois.

« En Catalogne-Nord, les gens se posent toujours le problème catalan en termes culturels ; ils se posent peu le problème politique. C'est tout l'un ou tout l'autre : ou bien c'est la culture... ou si l'on doit faire quelque chose d'autre, on pense « poser des bombes ». C'est un peu le chantage du pouvoir d'ailleurs. Mais entre la culture et la bombe, il y a un créneau énorme ; aussi à l'ECT nous-mêmes mis sur pied des cours d'enseignement politique catalan, avec l'historique, les raisons et les bases de l'autonomie...

« Nous, on fait de la politique au niveau de la nation catalane. Nous sommes dans l'Etat français, nous nous opposons aux politiciens français, mais nous pensons qu'au niveau de l'Europe, nous pourrions faire de la politique catalane, quand l'Europe des nations sera mieux engagée... »

Notre interlocuteur a exprimé ensuite assez longuement les potentialités de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun pour l'économie nord-catalane, que nous ne pouvons publier ici faute de place.

(ECT : 10, rue Foy - Perpignan)

Fransesc Pougault explique le point de vue de l'IPC :

INDEPENDENTISTES
DELS
PAÏSOS
CATALANS



« Nous parlons plutôt de « Pays catalans » que de Catalogne, car il y a des régions différenciées. L'objectif de l'IPC, c'est de rassembler les indépendantistes des Pays catalans pour faire avancer l'idée d'indépendance, de socialisme et de réunification des Pays catalans. L'IPC existe depuis mars 1978 ; pour nous l'idée d'indépendance des Pays catalans est inséparable de l'instauration du socialisme dans ces Pays catalans ; les deux choses sont liées... Nous en sommes à une étape de préparation de la libération des travailleurs des Pays catalans et du rejet de l'oppression espagnole et française au niveau culturel et économique. Cela nous distingue des autres organisations uniquement culturelles ou politiques d'obédience espagnole ou française. Voilà l'idéologie qui anime l'IPC qui, plus qu'un parti, est une coordination de groupes locaux pour l'instant.

« Notre organisation a connu un développement relativement important tant au Sud qu'au Nord, à sa création, car l'idée d'une organisation politique passant par-dessus la frontière a séduit pas mal de gens. Et très rapidement, la répression de l'Etat espagnol s'est abattue sur elle avec les inculpations des militants les plus connus sous les accusations de « constitution de groupe armé ». Depuis 1979, les dirigeants au Sud ont passé plusieurs mois emprisonnés et ont été libérés ensuite sans aucune charge. L'IPC a rencontré de grandes difficultés du fait de la répression. Depuis quelques temps cela s'est un peu calmé, sans doute en raison du changement de régime dans l'Etat espagnol, bien que chez le PSOE, la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit aussi forte que chez Soarès ou le franquisme. Encore que la situation pour nous soit différente de celle du Pays Basque.

« De ce côté de la frontière, l'arrivée du PS au gouvernement a eu pour nous, comme pour beaucoup d'organisations, je crois, un effet de démobilisation. Avec la droite officielle, c'était plus facile à dénoncer. Aujourd'hui, le PSOE fait une politique de droite, le PS fait une politique de droite, mais il est plus difficile de faire comprendre aux gens que c'est la même oppression de classe nationale qu'auparavant. Cela sert bien au capitalisme que des gens qui se disent socialistes gèrent les affaires. C'est la position que nous développons à chaque intervention concrète en Catalogne-Nord, par exemple pour la défense du site du Canigou ou contre les tentatives d'implantation des centrales nucléaires ou contre la touristification. La coalition de gauche mène la même politique que Giscard, avec certaines avancées, au niveau de la radio, on ne peut pas le nier... Les relations localement, avec le Parti socialiste sont bonnes ; ces gens-là se sont engagés sans réserves à côté de nous face à la répression de l'Etat espagnol. Il y a des relations de caractère personnel, dues à la mentalité en Catalogne-Nord, un peu comparable à celle de la Corse, une sorte de clanisme... L'exemple type, c'est le maire de Perpignan qui a changé plusieurs fois de parti et vient de s'intégrer au mouvement régionaliste, après avoir vitupéré contre le séparatisme catalan pendant longtemps.

« Nous faisons un travail d'agitation idéologique, assez volontariste. Surtout en Catalogne-Nord, où il y a le complexe de défense de la langue et du pays. Jusqu'à peu, les défenseurs du pays catalan étaient considérés comme des rigolos. Cela change, on est plus respecté, mais les gens attendent, n'ont pas confiance ni en eux ni en leurs idées... Il y a le problème du changement de population : sur 300 000 habitants, 150 000 ne sont pas catalans ; et, il s'agit de jeunes travailleurs catalans contre des retraités, des cadres : c'est un changement sociologique, les nouveaux arrivés n'ayant aucun intérêt à changer la société française. On arrive à être minoritaire dans notre propre pays ! C'est évident au niveau de la langue... Depuis une vingtaine d'années ce changement démographique est dramatique. C'est une course de vitesse... Voilà pourquoi nous nous engageons beaucoup dans le travail culturel, de défense de la langue... »

* IPC : 10, carrer de Santa Magdalena Perpinyà - Revue La Nova Façó dont F. Pougault est directeur

«Radio Arrels» Radio catalane

«Radio Arrels» est la pièce maîtresse de l'association Arrels qui avait déjà mis sur pied une école (cf. ci-contre). Pere Manzanars, président de l'association, présente ici les objectifs et moyens de Radio Arrels, en passe d'obtenir l'autorisation définitive de la Haute autorité.

«D'emblée nous nous sommes définis comme une radio catalane; on y parle exclusivement en catalan. C'est une gageure tenue contre vents et marées, en dépit de la suspicion initiale du mouvement catalan. Aujourd'hui, nous sommes reconnus par le mouvement catalan. Nous sommes la seule radio dans l'Etat français qui émet exclusivement dans une langue autre que le français... Quand le député vient, s'il ne parle pas catalan... on interviewe son suppléant! La règle, c'est de parler catalan. Nous avons deux animateurs salariés et une cinquantaine de collaborateurs bénévoles. Cela permet 14h30 de programmation quotidienne avec des programmes variés pour cibler notre public. Le public est en majorité assez âgé, au dessus de 30 ans; nous avons des difficultés à pénétrer auprès des jeunes; la grande bataille des années et mois à venir, c'est de gagner un public plus jeune. Notre budget est des plus étriqués; on se contente de peu et notre matériel, aucune radio n'en voudrait! Les auditeurs n'hésitent pas à envoyer un chèque; nous avons quelques subventions: aide à la création d'emplois d'utilité locale pour démarrer avec des emplois à temps complet des animateurs, petite subvention du ministère de la Culture, quelques subventions de fondations et de particuliers de Catalogne-Sud.

«Notre public est extrêmement fidèle. Certains auditeurs ont le «102» toute l'année... Cette voix qui vient d'ailleurs et qui parle en catalan, aide les personnes âgées notamment ceux des villages, car les clubs du troisième âge ici ont été pris en mains par des gens d'un certain niveau culturel, souvent extérieurs à la région; et les vieux

du pays s'en sentent exclus... Ils n'ont que la télé, ou le café pour les hommes. Nous ne voulons pas nous enfermer dans le ghetto d'une radio pour les vieux... dans le ghetto de la «langue des aïeux», comme on a trop souvent dit du catalan. Nos animateurs bénévoles ont tous les âges, des enfants de 9 à 12 ans jusqu'à des personnes de 75 ans. Sur le plan culturel, il y a tous les styles, la musique catalane, le rock, la musique classique... A la différence des autres radios, nous parlons, nous ne nous contentons pas de passer de la musique car nous avons un combat culturel à mener. Nous devons redonner au catalan un statut de langue de communication, de langue sociale. Nous sommes une radio de parole. Nous essayons de donner la parole; nous multiplions les rencontres, les reportages... Nous avons des émissions variées sur le sport, la vie des villages, les traditions et coutumes, les fêtes. Sur le plan social et politique, nous assumons notre rôle; sans prendre parti, pendant les cantonales, législatives, municipales, nous avons donné la parole à toutes les composantes. En mars, nous avons choisi dix municipalités, dont les plus importantes, et offert un quart d'heure à chaque liste pour s'exprimer. On offre un temps d'antenne aux deux seules organisations politiques nord-catalanes: Esquerra Catalana dels Treballadors (ECT) et l'IPC. Sur le plan syndical, on offre un temps d'antenne hebdomadaire à la CGT et la CFDT; la seule règle du jeu, c'est que cela se passe en catalan. En Catalogne-Sud, il y a 50 ou 60 radios municipales et des radios privées et deux maisons de production catalanes: nous puisons dans cette production, d'un niveau professionnel.»



ARRELS, UNE ECOLE PRIMAIRE CATALANE

— Le projet Arrels n'est pas de faire des écoles partout, mais de créer un pôle de références; il se distingue de l'abrosol, école maternelle catalane tendant à s'implanter partout (chose rendue difficile en raison de la faiblesse des moyens financiers) et va au-delà du niveau «maternelle» (les enfants oubliant la langue une fois dans le circuit classique).

— L'école Arrels comprend une trentaine d'élèves, et va de la maternelle au cours élémentaire deuxième année, un niveau étant ajouté chaque année. Langue d'apprentissage: le catalan; le français est introduit oralement la seconde année, par écrit, la troisième. Objectif: arriver au seuil du secondaire dans une situation d'équilibre proche du bilinguisme.

— Financement: cotisations des membres de l'association; subventions quand elles arrivent; celles du ministère de la Culture; aides d'institutions de la Catalogne-Sud; négociation en cours avec le ministère de l'Education nationale pour l'obtention d'un «contrat» de prise en charge financière des deux maîtres de l'école; locaux cédés par la mairie de Perpignan.



GRUP CULTURAL DE LA JOVENTUT CATALANA

— Groupe culturel de 1 000 adhérents. Objectif: promotion de la culture catalane.

— Au début, promotion de la chanson catalane; aujourd'hui efforts sur le livre catalan: librairie, livéo-bus dans les villages, à l'occasion des fêtes et foires; invitations des maisons d'édition de Catalogne-Sud (exemple récent: celle de l'abbaye de Montserrat).

— Grand spectacle annuel: 1982, «Nous sommes une nation» (Som una nació); 1983, «Avec la liberté, la paix»; 1984, promotion du livre catalan (15 000 titres présentés) et festival de chansons projetés.

— Promotion du pays valencien avec débat sur l'agriculture en mars et avril 84 où seront invités les syndicats.

— Aide aux instituteurs et professeurs pour qu'ils enseignent le catalan.

Pere Manzanars souligne également le «point faible» de Radio Arrels: l'aspect technique. L'objectif est d'étendre la «couverture» d'écoute encore limitée et d'améliorer le confort d'écoute. Des discussions sont en cours avec TDF pour passer une convention de maintenance et de location de matériel.

LES 10 EVENEMENTS MARQUANTS DE 1983

● Convocation du 7e Sommet des non-alignés à New Delhi (mars).

● Nouvelle guerre civile au Tchad et intervention étrangère (juin).

● Le dirigeant philippin d'opposition, Benigno Aquino, est assassiné à Manille à son retour d'un exil de trois ans aux Etats-Unis (août).

● Le premier ministre israélien, Menahem Begin, annonce sa démission (août).

● La chasse soviétique abat un avion civil de Corée du Sud avec 269 personnes à son bord (septembre).

● La situation se détériore au Liban. Des attentats ont été commis à Beyrouth contre les contingents américain et français de la force multinationale. Leurs quartiers généraux sont détruits par les explosifs (octobre).

● Invasion américaine de la Grenade (octobre).

● Le premier ministre chinois, Zhao Ziyang poursuit sa tournée dans onze pays d'Afrique (janvier). Le secrétaire général Hu Yaobang du Comité central du PCC effectue une visite au Japon (novembre).

● Echec des négociations soviéto-américaines de Genève sur les euromissiles. Les deux parties accélèrent le déploiement de leurs nouveaux missiles en Europe. Des manifestations auxquelles participent plusieurs millions de personnes ont lieu en Europe pour s'opposer à la course aux armements nucléaires des deux supergrands (novembre).

● Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP et ses combattants quittent Tripoli (décembre).

LE MONDE EN BREF

● ISOLER L'AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud a encore pénétré profondément en Angola, faisant des centaines de victimes. Son but: liquider le mouvement nationaliste namibien et refuser l'accession à l'indépendance de la Namibie. La riposte mondiale est nécessaire. Les sanctions économiques et financières votées il y a un mois par l'ONU, urgentes. En ce domaine la France a maintes possibilités, tant elle a peu fait encore contre l'apartheid depuis le 10 mai 1981. Voyons le passif:

— le maintien de relations diplomatiques normales (au niveau d'ambassades) avec la RSA;

— l'accueil en France de délégations ministérielles sud-africaines (au Quai d'Orsay, au ministère du Logement...);

— le maintien d'un attaché militaire à Pretoria;

— le maintien d'une forte délégation française au Poste d'expansion économique de notre ambassade en RSA;

— l'envoi de missions scientifiques (impliquant Gaz de France, l'INSERM, des universités de province...) auprès d'organismes sud-africains parfois directement liés à la recherche militaire;

— le maintien de 18 Alliances françaises en Afrique du Sud, avec l'ouverture de 2 nouvelles (en 1982) et la volonté proclamée de cette association, largement subventionnée par l'Etat et quasi officielle, de «s'implanter dans les homelands» (sic);

— la promotion du tourisme français en Afrique du Sud par Havas, Air France...;

— le resserrement en 1983 de la coopération française sur les pays africains francophones, au détriment des pays de la ligne de front;

— la promotion des fruits sud-africains (Outspan) à Antenne 2;

— les incitations de l'Etat aux échanges économiques et financiers entre notre pays et celui de l'apartheid;

— le maintien d'une collaboration militaire (licences de fabrication) et nucléaire (Koeborg).

● RELATIONS CHINE-USA

Zhao Ziyang, le premier ministre chinois a été invité aux USA le 9 janvier pour une visite de six jours. C'est une première. Reagan devrait être l'invité de la Chine en avril. Entre les deux pays, les relations furent normalisées en 79 après 30 ans d'antagonisme. Elles restent encore aujourd'hui précaires. A peine 100 jours après la signature du communiqué conjoint rétablissant les relations, le Congrès américain signait «le Taiwan Relations Act» considérant cette île comme un Etat indépendant et entendait y assurer sa sécurité. Récemment, le Sénat adoptait une résolution sur l'«avenir de Taiwan», imaginant le retour au continent de cette île «selon la législation américaine». En 83, les nuages se sont encore amoncelés avec l'affaire des textiles, Reagan exigeant des quotas d'importation, et celle de Huna, la joueuse de tennis demandant asile aux Américains qui eut comme conséquence la suspension des échanges culturels et sportifs.

Le voyage de Zhao Ziyang va-t-il permettre de faire avancer ces dossiers économique-politiques, la compréhension entre les deux peuples? Le gouvernement soviétique conclut de cette visite au rapprochement sino-américain. En joignant l'analyse à la menace, le gouvernement soviétique projette de faire passer le nombre de ses missiles di-

rigés contre l'Asie de 117 à 144. C'est faire une erreur et bien peu de cas de la pratique et des déclarations des dirigeants chinois quant à leur politique extérieure indépendante des deux superpuissances, américaine comme soviétique; cette dernière ayant la particularité supplémentaire d'entretenir 52 divisions de soldats sur 7 000 km de frontières communes et de soutenir deux guerres d'agression aux abords de la Chine, au Cambodge et en Afghanistan.



L'Institut historique centro-américain de Managua, d'inspiration chrétienne, vient de décider de publier en français un téléx hebdomadaire (Nicaragua-Aujourd'hui) et une publication mensuelle (Envio) alors que «le Nicaragua se trouve dans une situation d'extrême gravité». Ces publications «s'inscrivent clairement dans la bataille d'information qui a lieu autour de ce pays, afin de présenter une alternative sérieuse à la contre-information déformant la réalité nicaraguayenne et de permettre de mieux évaluer et comprendre ce qui se passe réellement.»

On peut s'y abonner en écrivant au Comité de Solidarité avec le Nicaragua (14, rue de Nanteuil 75015 Paris).

Alain SENTIER

Commander cette nouvelle brochure à Presse d'Aujourd'hui —
B.P. 90 75962
Paris Cedex
20 — Prix à l'unité : 8,00 F



Quatre ans après l'invasion soviétique

Au début de cette cinquième année d'occupation, il faut bien constater qu'en 83, aucun tournant stratégique ne s'est esquissé sur le terrain :

— les Soviétiques n'ont pas réussi à réduire politiquement et militairement la résistance, ni à l'isoler diplomatiquement. C'est, en soi, un échec important des Soviétiques. Mais ils réussissent, avec beaucoup de difficultés certes, à maintenir leur contrôle sur les axes stratégiques de communication.

— les maquisards afghans n'ont toujours pas réussi à surmonter leurs divisions, qui tournent parfois à l'affrontement armé. La division et le manque d'armes sophistiquées les empêchent de porter des coups décisifs à leurs adversaires. Cependant, les résistants contrôlent l'essentiel des régions montagneuses (80% du pays!) et soumettent à des attaques régulières convois militaires et installations soviéto-gouvernementales dans les villes (Kandahar, Ghzni, Kaboul...). La résistance renforce aussi ses contacts avec l'étranger, et bénéficie d'un large soutien international. Pourtant des tendances se dessinent ou se renforcent dans ce conflit.

LE RENFORCEMENT DES INSTALLATIONS STRATÉGIQUES PERMANENTES DE L'URSS

Au cours de l'année 83, les Soviétiques ont, en effet, sous couvert d'*«aide fraternelle»* entamé de grands travaux, non pour le bénéfice du peuple afghan bien sûr, mais pour renforcer leurs possibilités d'intervention en Afghanistan, et à partir de l'Afghanistan :

— agrandissement de l'aéroport de Kaboul pour pouvoir accueillir les avions gros-porteurs et recevoir davantage de monde;

— meilleure protection militaire et agrandissement de la base de Shindand, au sud de Hérat; c'est la base soviétique la plus importante à l'ouest de l'Afghanistan; elle est située environ à 600 km du détroit d'Ormuz, où passe une grande partie de l'approvisionnement pétrolier de l'Europe;

— construction de 6 bases d'aviation à la frontière soviéto-afghane, dont

une pour protéger et surveiller la région du Pamir annexée par les Soviétiques;

— construction d'une nouvelle voie ferrée entre l'URSS et Kaboul et d'une autre entre l'URSS et la base militaire de Kalagay.

D'autre part, si des batailles importantes ont eu lieu dans le Pandjshir, à proximité du tunnel de Salang, c'est que cette région représente un axe routier stratégique important à maintenir entre l'URSS et Kaboul, le tunnel devant être agrandi.

Ces faits indiquent que les Soviétiques s'intéressent avant tout à la position stratégique de l'Afghanistan dans cette région du globe. De ce point de vue, ce qui importe le plus pour les Soviétiques, ce n'est pas tant le contrôle du pays, voire la coloration politique du régime en place à Kaboul, que la possibilité d'y disposer de bases permanentes.

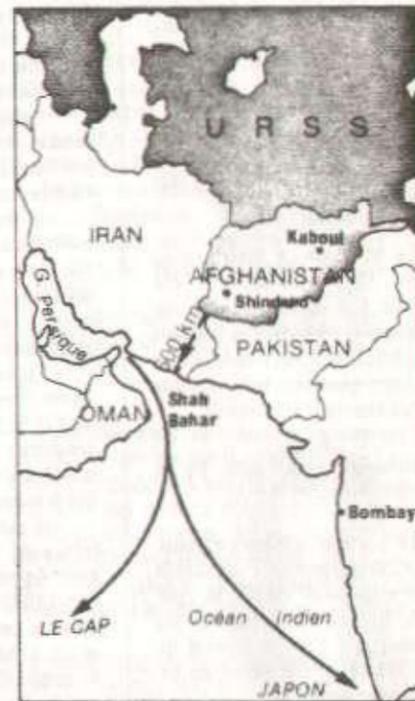
LES AVANÇÉES DE LA RÉSISTANCE

En dépit des attaques menées lors de l'offensive de printemps, notamment dans le Pandjshir, le Paktia, Kandahar et Hérat, les forces soviétiques renforcées n'ont pas pu obtenir de victoire militaire en 83. Bien plus, dans le Pandjshir, la résistance a pu négocier une trêve locale qui lui permet de reconstituer ses forces et, surtout, de permettre à la population de se remettre aux travaux des champs. Cela n'empêche d'ailleurs pas les résistants de cette zone d'attaquer ailleurs. Mais le nouveau,

chez les maquisards, c'est une reprise des efforts d'unification de la résistance.

— Le 22 mai, l'un des mouvements de résistance, l'Alliance islamique des Moudjahidins afghans a déclaré l'établissement d'une direction unifiée et la dissolution des sept partis membres.

— Fin juillet 83, les principaux commandants de sept provinces du Nord-Est se réunissent à l'initiative de Massoud, chef de la résistance du Pandjshir,



POUR CONNAÎTRE LA LUTTE DU PEUPLE AFGHAN...

Plusieurs revues spécialisées ont publié des numéros fort intéressants sur la situation en Afghanistan :

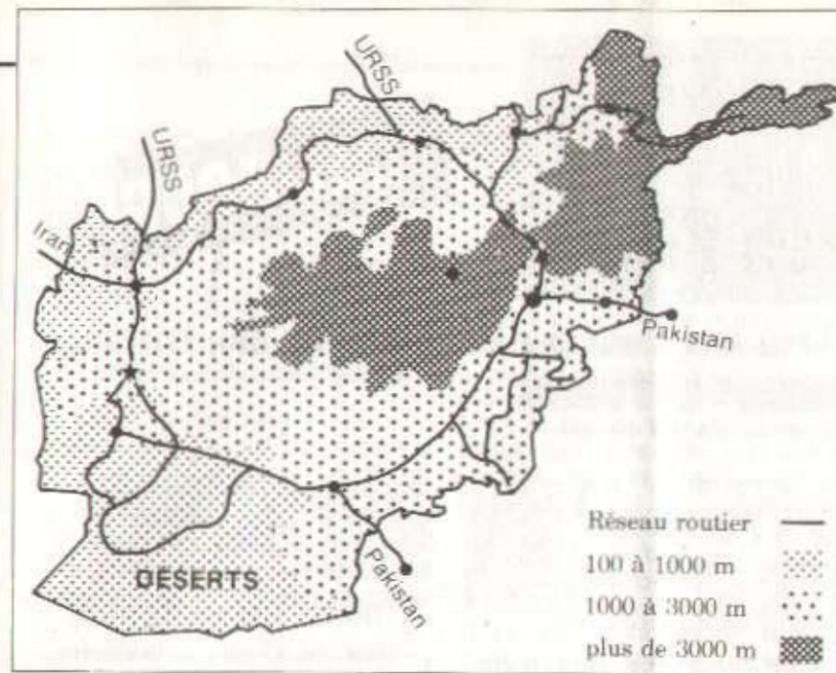
— La Lettre du Bureau international Afghanistan (24, rue de Chaligny 75012 Paris) publie dans son numéro 7, un dossier sur le thème « Agriculture et guerre en Afghanistan ».

— La revue d'Afrane* (Amitiés Franco-Afghanes), Les Nouvelles d'Afghanistan, a publié coup sur coup trois dossiers passionnants sur l'Afghanistan.

— Le numéro 14, consacré à l'Islam en Afghanistan, montre avec réalisme comment les Afghans vivent leur religion, en fonction de leurs réalités nationales. A lire pour éviter les clichés répandus.

— Les numéros 15 et 16 publient un dossier sur « La province afghane à l'heure de la résistance » (actes du colloque de l'Afrane du 26 février 1983). Des témoins médecins, journalistes, anciens coopérants, ou tout simplement... afghans décrivent avec le maximum de nuances, sans généralisation hâtive, l'Afghanistan actuel.

* Afrane : BP 254, 75624 Paris Cedex 11



pour décider d'une stratégie commune à suivre dans les mois à venir. Dans une interview à un quotidien britannique, Massoud précise que 14 provinces avaient adopté la stratégie proposée.

C'est sans doute la raison du développement de leurs actions cet hiver, rompant le silence des hivers précédents.

— Dans le Hajaradjat, la situation

interne de la résistance s'est améliorée par rapport à celle qui prévalait en 82. A cette époque, de constantes rivalités opposaient les pro-iraniens à la direction de la Choura (Conseil réunissant l'ensemble des forces de résistance de la région). Les combats entre factions rivales ont à peu près cessé et permettent à la Choura de garantir la stabilité dans la province.

L'ARME ALIMENTAIRE

F.A.O.

Dans une interview au Monde, le secrétaire général de la FAO*, à l'issue de la 22^e session de cette organisation de l'ONU, a lancé un véritable cri d'alarme :

« Pour la première fois — a-t-il déclaré — c'est toute l'Afrique de l'ouest, de l'est et du sud qui est frappée par la sécheresse. Pour la première fois depuis peut-être cent ans, le sud de l'Afrique connaît un déficit en maïs. (...) A cela s'ajoute en tolle de fond la crise économique : baisse des cours du cuivre, du café, du cacao. La peste bovine se développe dans plusieurs pays. »

D'ores et déjà, les experts prévoient plusieurs millions de morts en Afrique pour l'année 1984 du fait de la famine.

La disparition, au cours des précédentes décennies, d'une grande partie des cultures vivrières au bénéfice d'une agriculture tournée vers l'exportation, sous la houlette des multinationales agro-alimentaires, accentue encore la pénurie alimentaire.

Ainsi, l'Afrique devient-elle de plus en plus dépendante de l'Occident (et principalement de l'Europe) pour sa survie alimentaire : elle doit aujourd'hui importer plus de 100 millions de tonnes de céréales (blé, maïs) par an, aggravant du même coup sa dette extérieure.

Quant à l'aide alimentaire, outre son caractère ambigu — les « dons » en aliments servent d'abord à écouler les

D'autres exemples, dans le Wardak, le Farah, montrent une tendance au renforcement de l'unité.

Cette situation permet à la résistance d'établir des pouvoirs locaux, de lancer des programmes sanitaires, d'alphabetisation, de reconstruction et d'agriculture dans le but de maintenir la population sur place, de lui assurer les moyens de sa survie.

En 1982, encore, les récoltes insuffisantes ou ravagées par les Soviétiques obligeaient les Afghans soit à choisir le chemin de l'exil, soit à tomber sous la dépendance du régime de Kaboul, par le biais de l'approvisionnement des denrées.

Or, sans population, sans activités agricoles, la résistance cesse. C'est ce que souhaitent les Soviétiques quand ils appliquent la tactique de la terre brûlée. De plus, la présence de plus de deux millions de réfugiés au Pakistan constitue une gêne importante pour ce pays, qui n'a guère intérêt à voir grossir le flux de réfugiés. C'est un élément de pression incontestable des Soviétiques dans leurs négociations à Genève, alors que les Pakistanaïses en ont bien peu.

La bataille pour la survie alimentaire dans les zones libérées est donc une bataille décisive.

Philippe RIJSEL

excédents de blé et de lait des USA et de l'Europe — elle demeure largement insuffisante. Ainsi que le note le secrétaire général de la FAO : « En 1972, l'aide en équivalent-céréales atteignait 12 millions de tonnes; elle n'est plus que de 8,7 millions de tonnes en 1983. En 1973-74, au moment de la grande sécheresse du Sahel, elle était tombée à 6 millions de tonnes. » Aujourd'hui, alors qu'un effort important et à bref délai devrait être accompli par les pays du Nord, on assiste tout au contraire à un refus de leur part d'accroître leur contribution au budget de la FAO : les USA ont décidé de maintenir leur part au niveau de 1983, tandis que la RFA a bloqué sa contribution « jusqu'à ce que des économies soient effectuées ».

Ces quelques faits montrent combien sont importantes les batailles menées par les pays du Tiers Monde contre le pillage dont ils sont victimes de la part des puissances impérialistes, et combien est décisif l'enjeu de l'autonomie alimentaire des pays en développement.

Dominique LARDEUX

* FAO : Food and Agricultural Organisation



Le 7 janvier, à Paris, plusieurs centaines de personnes devant l'ambassade du Vietnam.

CAMBODGE

Cinq ans d'occupation, cinq ans de résistance

Le 7 janvier dernier marque le cinquième anniversaire de l'agression vietnamienne contre le Cambodge et son occupation militaire.

Le seul fait que le Vietnam soit encore obligé de maintenir 180 000 à 200 000 hommes au Cambodge pour maintenir son autorité constitue un succès du peuple cambodgien. En effet, après le coup de semonce de la fin de 1977, l'invasion perpétrée à la fin de 1978 devait être un « blitz krieg », une « attaque éclair-victoire éclair ». Or, il faut bien convenir aujourd'hui que les prétentions de la « 3^e armée du monde » ne se sont pas réalisées.

SUR LE FRONT MILITAIRE

Après deux années extrêmement pénibles où les patriotes ont frôlé l'extermination et n'ont pu faire autrement que de se replier au plus profond des jungles de l'ouest, du nord et du nord-ouest, la résistance s'est organisée. Regroupant sous l'ensemble des trois forces qui la composent — Khmers rouges, Moulinaka, FNLPK — de 50 000 à 60 000 soldats, elle n'a cessé de harceler les troupes d'occupation. Utilisant la guerre de guérilla comme stratégie d'action militaire, elle use base par base les points d'appui vietnamiens dans toutes les régions du pays.

Il est un point particulièrement significatif de l'enlisement militaire du Vietnam : ce sont les offensives de saison sèche — opérations de nettoyage en particulier — menées lors des hivers 1979-80, 80-81, 81-82 et qui ont été très dures pour les guérilleros du Kampuchea démocratique. Or, depuis l'année dernière — saison sèche 82-83 — les offensives n'ont plus la même vigueur, même si les tentatives n'en sont pas moins réelles. On pourrait considérer que ces deux dernières années ont constitué une période transitoire et la saison sèche qui s'ouvre devrait confirmer cette évolution.

De plus, le terrain des combats a lui aussi changé. Concentré dans les zones de l'ouest (Koh Kong-Pailin), du nord-

ouest (Phnom-Malay, Poipet) et du nord (Dangrek et région des trois frontières), il s'étend de plus en plus dans l'ensemble du pays et notamment les coups de mains sont menés jusqu'à Phnom Penh et Kompong Som.

SUR LE FRONT DIPLOMATIQUE

La proclamation en juin 81 du gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, sous la présidence de Norodom Sihanouk a renforcé la légitimité et la légalité du gouvernement cambodgien. Les membres du Cabinet — Norodom Sihanouk, Khieu Samphan et Son Sann — ont effectué de nombreuses visites officielles dans de nombreux pays. La représentation diplomatique du Kampuchea démocratique a été renforcée avec l'ouverture de deux ambassades : une en Somalie et l'autre en Yougoslavie.

Ainsi, dans les instances internationales — ONU, UNESCO — le Kampuchea démocratique jouit-il d'un soutien renforcé même si la dernière session de l'Assemblée générale de l'ONU a montré la stabilité lors du vote de la Résolution sur le Cambodge (105 pour, 23 contre, 19 abstentions).

Mais, dans le même temps, les dirigeants de Hanoï ont déployé une activité intense. Jouant manœuvre sur manœuvre, ils ont fait beaucoup d'efforts pour tenter de se sortir de l'isolement.

Ils cherchent à faire accepter le fait accompli de l'occupation. Leurs principales manœuvres visent à faire reconnaître la clique de Heng Samrin et à l'introduire dans certaines instances ou réunions internationales. Ils organisent à cet effet des réunions des « ministres des Affaires étrangères de pays indochinois ».

Un autre objectif important est de faire en sorte que le problème cambodgien puisse être traité hors du cadre de l'ONU où ils sont trop isolés pour agir.

Enfin, ils utilisent une propagande visant à diviser les pays de l'ASEAN entre eux, les pays de l'ASEAN et la Chine, les pays de l'ASEAN et la CEE.

C'est ainsi qu'ils brandissent la « menace chinoise » et le « génocide de Pol Pot » pour continuer leur occupation du Cambodge.

TROIS FAITS MARQUANTS

Trois choses sont particulièrement à retenir de l'année 83 : d'une part l'annonce à grand renfort de publicité d'un « retrait partiel » de leur troupe (mais hors de tout contrôle), qualifié par Sihanouk de « manœuvre (qui) a seulement pour but de tromper l'opinion publique ». De fait, cette opération ne couvre qu'une rotation normale de troupes puisque 10 000 soldats devaient être « retirés » tandis que plus de 20 000 arrivaient au Cambodge au cours de l'année !

La deuxième chose extrêmement grave aura été la violente attaque du mois d'avril à la frontière thaïlandaise contre des camps de réfugiés, accompagnée d'incursions sur le territoire thaïlandais, mettant ainsi en danger, sans ambiguïté, la paix et la stabilité dans la région. Le gouvernement vietnamien cherchait à tester la possibilité d'user d'un « droit de poursuite » sur le sol thaïlandais et a puni la Thaïlande pour son soutien au Kampuchea... et il a récolté l'effet inverse et la protestation des pays de la région.

Enfin, ils ont entrepris une vietnamisation poussée du Cambodge par différents moyens :

- l'envoi massif de colons (équivalent des colonies de peuplement envoyées par Israël dans les territoires arabes qu'ils occupent), estimé selon les sources entre 200 000 et 500 000 ;
- le mariage plus ou moins forcé des femmes cambodgiennes avec des Vietnamiens ;
- l'obligation d'apprendre la langue vietnamienne dans les écoles ;
- la réécriture à la manière vietnamienne de l'histoire du Cambodge.

Il s'agit là de faits marquants et graves qui ont marqué les derniers mois au Kampuchea.

M.L.

APRES LES DIRECTIVES DE MAUROY

En 1981, pour la première fois, le gouvernement faisait état du souci des Français d'être informés sur le danger nucléaire et sur les mesures à prendre pour se protéger des dommages.

Persévérant dans cette politique, le premier ministre a réaffirmé depuis la volonté « d'une politique de protection des populations qui, non seulement, ne contredit pas notre concept de dissuasion, mais au contraire renforce sa crédibilité en convaincant nos adversaires de notre détermination ».

POURQUOI N'A-T-ON RIEN FAIT JUSQU'A PRÉSENT ?

La France est jusqu'à présent le pays d'Europe du Nord qui a le moins fait pour la défense civile et la protection des populations.

En 1978, l'URSS y consacrait 37 Frs par habitant, la Suisse 190, les Etats-Unis 2,15, le Danemark 41 et la France 0,64 Fr par habitant.

Le budget consacré à la protection civile fait 0,064% du budget de la Défense, selon le rapport du Sénat en 1980 qui réclamait une augmentation de crédits pour atteindre 1%. Malgré un passage de 33 à 50 millions de Frs, on est loin du compte car 1% du budget de la Défense en 1983, c'est 1 322 millions.

Cette situation vient du fait que jusqu'à 1981, les gouvernements ne se sont pas du tout préoccupés de ce problème et ont justifié cette carence par divers arguments :

- doctrinalement, en prétendant que la protection casse le jeu de la dissuasion qui consiste à menacer les populations adverses contre toute tentative d'agression. Soustraire les Français à ce jeu, serait donc accepter de recevoir des coups, donc accepter la guerre que l'arme nucléaire est sensée empêcher. Le problème est que l'Union soviétique ne joue pas le jeu de la dissuasion et qu'elle a fait des efforts importants pour abriter sa population urbaine et ses centres économiques.
- pratiquement, en la déclarant inutile à cause de l'exiguïté du territoire et du trop court temps (10 à 15 minutes) dont on disposerait pour aller aux abris.

Oui mais, la guerre nucléaire massive est-elle le scénario le plus probable ? On peut en douter, tandis que la menace chimique est elle bien plus réelle.

— financièrement en constatant que cela coûte cher, aussi cher que l'armement nucléaire, que l'on ne pourrait abriter tout le monde, qu'il faut des priorités, etc. Les discussions budgétaires ont prouvé que, quand un gouvernement voulait des moyens financiers, il les trouvait.

La solution résiderait-elle, comme le pensent certaines associations pacifistes, dans la suppression de l'armement nucléaire français, ce qui éviterait d'être pris pour cible ? La Suisse, qui n'a pas d'armes nucléaires, a décidé une politique de protection totale de sa population sur place, par des abris qui résistent non seulement aux retombées mais aussi aux coups directs. C'est le meilleur système existant actuellement, avec des stocks de survie entretenus en permanence, des lits d'hôpitaux, une formation et une information des populations. Le personnel réserviste destiné à la sécurité des populations effectue 2 à 3 jours d'instruction par an, sans rechigner.

CE QUI EST FAIT

Des avis très divergents ont été exprimés à la fin de 1983 sur les abris, à la suite du film américain « The day after » et des révélations de *Libération* sur les directives du premier ministre.

Tout le monde s'obnubile sur les armes atomiques et des données contradictoires sont publiées sur ses effets, selon qu'elle explose au sol ou à 800 mètres.

Il existe des études sérieuses faites par la protection civile sur les effets des armes et qui établissent la liste des gestes, et précautions à prendre, non seulement contre les armes nucléaires mais aussi contre les chimiques et les conventionnelles, ce qui permettrait de diminuer de 10 à 1 le nombre de victimes.

Si l'on peut dire bravo à M. Mauroy d'avoir soulevé cette question et manifesté une volonté de nous informer et de nous protéger, il reste que les moyens ne sont pas à la hauteur de la tâche.



DEFENSE

CIVILE



— le réseau d'alerte ne couvre que 55% de la population et doit être modernisé en 10 ans ;

— l'inventaire des abris a été commencé en Ille-et-Vilaine et en Haute-Loire en 1983, il doit être poursuivi dans 15 départements par an ;

— les spécialistes diront aux propriétaires ce qu'il convient de faire pour les améliorer : seuls donc les heureux propriétaires fortunés pourront s'abriter comme il faut ; quant aux habitants des HLM et des grandes cités, ils devront attendre que les futurs bâtiments publics comportent obligatoirement un abri, dont les normes sont en cours de définition ;

— les 15 000 réservistes affectés à la Défense civile en ignorent tout puisqu'ils ne sont jamais rappelés pour une période ;

— enfin, les moyens mis pour l'instant à l'étude sont le desserrement des populations, c'est-à-dire organiser l'exode de mai-juin 40...

Si nous apprécions positivement cette nouvelle orientation de la politique de protection des populations, il nous apparaît qu'elle ne pourra prendre tout son sens que si des crédits et du personnel y sont affectés et si elle est associée à une information complète et sincère sur ce qui peut nous menacer.

Estelle DELMAS

• SPECTACLES CINEMA CHANSON •

LE GROUPE ROSTA

Avec d'autres musiciens, le chanteur du groupe *Rosta*, Nicolas Zivaljic, vient de réaliser un nouveau spectacle : fond de diapos, avec des chants de lutte contre le racisme. « C'est toute la classe ouvrière qui est concernée » me dit Nicolas Zivaljic. « J'avais les photos en 79, mais c'est aujourd'hui que je veux chanter cela. » Eh oui, le racisme : Dreux, les mesures anti-immigrés de la gauche. Un spectacle extraordinaire qui interpelle. « Où sont les communistes ? » « Qu'est devenue la Révolution d'Octobre ? »

Ce groupe dénonce... la Pologne, l'Afghanistan. Il rappelle Pierre Maître et Overney. Ça fait rudement plaisir et chaud au cœur d'entendre un tel groupe. Ils existent encore aujourd'hui ? C'est presque une surprise. D'ailleurs, ils sont lucides et s'attendent à des problèmes.

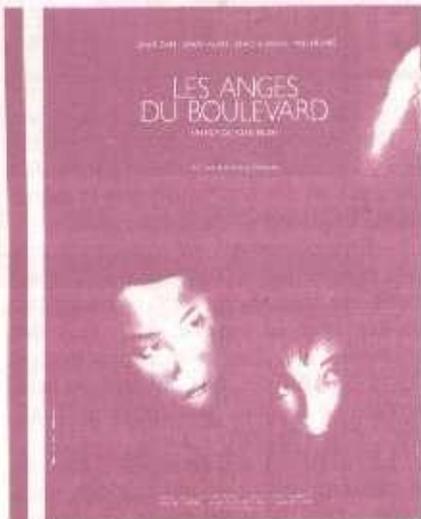


Leur spectacle est mieux qu'un discours politique, en certaines circonstances bien sûr. Et les élus de gauche du CA du Théâtre d'Alençon ont fait long nez à la sortie du spectacle. Oui, « vous avez dit le racisme ne passera pas. IL PASSE ! ». Le groupe *Rosta* prévoit un démarrage de tournées en janvier. Il va essayer de paraître dans les foyers immigrés, les boîtes...

C.H.

LES ANGES DU BOULEVARD de Yuan Muzhi

Même si la critique est quelque peu partagée sur ce film chinois de 1937 redécouvert récemment — certains ne veulent y voir que l'aspect « mélo » ou les



influences occidentales — il vaut la peine d'être vu. Il a d'abord le mérite d'exister, répétant ainsi à ceux qui affirmaient il y a peu de temps que le cinéma chinois n'existait pas avant la libération de la Chine en 1949. C'est ensuite, à travers la vie, les amours et les drames de quelques personnages — un joueur de trompette, un vendeur de journaux, une chanteuse, une prostituée, etc. — une évocation de la vie misérable mais aussi de la solidarité dans les bas-fonds du Shanghai des années 30. Quant au style, si le mélo est présent, c'était la règle en Europe à la même époque et puis... ce n'est pas désagréable, laissons-nous porter, laissons-nous prendre : ce qui frappe alors, c'est plutôt l'absence de manichéisme dans les caractères comparativement à certaines productions ultérieures, et aussi la simplicité, ce mélange de gravité et de gentillesse qui caractérise le peuple chinois.

Jean-Pierre SANTIAGO

DU DESEPOIR PLEIN LES MIRETTES

TCHAO PANTIN de Claude Berri, avec un Coluche surprenant, loin de son rôle d'amuseur public... Sur fond de Barbès squatté, croulant, lépreux, grouillant et cosmopolite, avec des punks plus vrais que nature, l'histoire d'une amitié entre un ex-flic, Lambert, ruminant son passé et un jeune dealer d'origine maghrébine (remarquable Richard Anconina).

Le fils de Lambert est mort d'une overdose. L'ex-flic devenu pompiste, trimbale ce fantôme comme un forçat ses chaînes. Alors quand le jeune dealer se pointe comme un jeune chien fou dans son existence ruminante d'amertume et de rhum Négrita, Lambert tentera de nouer des liens de complicité, de

compréhension, d'amour qu'il n'avait pas su nouer avec son fils.

L'histoire finira tragiquement. L'engrenage d'un système sans pitié, broiera Lambert.

RUE BARBARE de Gilles Behat avec Bernard Giraudeau (adapté du roman de David Goodis « Epaves »). Plus intemporel que « Tchao pantin », ce film nous embarque dans un univers de tragédie quasi shakespearienne revue XX^e siècle. Comme dans « La lune dans le caniveau », autre adaptation cinématographique d'un roman de Goodis, il y a les deux côtés de la rue. D'un côté, le crime; ceux qui règnent en maîtres absolus, barbares modernes. De l'autre, ceux qui subissent et se taisent. Premier acte, Chetman (Giraudeau), transfuge de la bande des « barbares », se tait et subit. Deuxième acte, les « maîtres » font régner leur terreur. Chetman détourne les yeux; seul un petit bonhomme essaiera de s'opposer, courageusement et dérisoirement... Troisième acte, Chetman devient justicier et écrase le serpent. Résumée, l'intrigue peut paraître simpliste. Sur l'écran, elle captive... Et puis, les décors, les lieux ont beau se cacher derrière une intemporalité de façade, ce nulle part à de curieuses ressemblances avec notre monde...



Lambert, Chetman : deux « héros », deux histoires dissemblables... mais un même désespoir, un même mal de vivre face à une société inhumaine. Films de temps de crise, pas pour rêver et s'évader, mais pour voir la réalité... Une certaine réalité, bien sûr. Désespérant et négatif, diront certains. Si une caméra baladait son œil voyeur dans le métro, les squatts ou certains quartiers de nos grandes villes, elle aurait aussi du désespoir plein les mirettes...

Claude DHALLUIN